

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
ASSOCIATIONS PAYSANNES
DE PRODUCTION EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le samedi 1^{er} juin 1912, à 3 heures

PAR

N.-G. ÉRÉMIE

Président : M. HITIER, *professeur*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
TRUCHY, *professeur*

PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

—
1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
ASSOCIATIONS PAYSANNES
DE PRODUCTION EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le samedi 1^{er} juin 1912, à 3 heures

PAR

N.-G. ÉRÉMIE

Président : M. HITIER, *professeur*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur*
TRUCHY, *professeur*



PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
ASSOCIATIONS PAYSANNES
DE PRODUCTION EN ROUMANIE

AVANT-PROPOS

On voit depuis 1903, en Roumanie, des associations de paysans se former pour prendre à bail et cultiver des domaines d'une étendue parfois considérable (1). Quoi qu'elles soient de date très récente, ces associations se sont rapidement développées. Le tableau (2) de la page suivante montrera la faveur dont elles jouissent auprès du paysan roumain.

Ces associations, qu'on appelle dans le pays des *obste*, diffèrent profondément de ce qu'étaient jusqu'à présent les associations de production dans le monde agricole, et en cela elles ressemblent aux

1. Jusqu'à 5.000 hectares, et même plus.

2. V. *Anuarul Bancilor populare si cooperativelor satesti*, 1911.

associations de production italiennes, de date tout aussi récente, et qu'on connaît sous le nom d'*affittanze collettive* (1), sans pourtant être identiques, comme nous allons le voir, quand nous les

ANNÉES	NOMBRE DES ASSOCIATIONS PAR ANNÉE	NOMBRE TOTAL DES ASSOCIATIONS	SUPERFICIE EN HECTARES	FERMAGE ANNUEL LEI ²	NOMBRE DES MEMBRES
1903	8	8	4 940	94.785,69	
1904	8	16	10.557	256.025,49	
1905	21	37	30.358	626.144,08	
1906	31	68	54.681	1.611.428,34	
1907	35	103	73.344	2.183.822,78	11.118
1908	69	172	133.227	3.628.062,02	23.236
1909	103	275	190.521	5.574.531,26	36.071
1910 ³	33	308	209.646	6.117.659,76	47.448
1911 31 août ⁴		378	283.381	9.230.806,83	62.009

étudierons de plus près dans leurs origines, leur fonctionnement et leurs résultats. Mais comme les *affittanze collettive*, elles ne sont plus « des entreprises annexes, fondées par les cultivateurs en dehors de leurs exploitations agricoles restées indépendantes, dans le but de donner à leurs pro-

1. V. Hitier, *Une nouvelle application de la coopération de production en agriculture* (Revue d'Économie politique, 1907, n° 3).

2. Un leu = 1 franc.

3. Jusqu'au 30 juin.

4. Cette dernière année, d'après l'*Anuarul*, etc., 1912, qui vient de paraître.

duits une certaine élaboration industrielle et de les écouler sous leur nouvelle forme » (1), mais des associations, « pour l'exploitation d'un domaine envisagé au point de vue de l'ensemble de sa production, d'une façon générale pour sa culture et sa mise en valeur (2). »

A ce point de vue, l'association de production a pris dans le monde agricole une avance, qu'elle n'a pu réaliser que d'une manière assez imparfaite et tout à fait exceptionnelle dans l'industrie, malgré des essais qui remontent à des dates de beaucoup plus anciennes. Et nous allons voir, dans le cours de notre étude sur les *obste*, comment les défauts de capital, de discipline et de débouchés, qui sont les grandes difficultés des associations de production industrielle, sont sensiblement atténués dans le monde agricole roumain par les circonstances un peu spéciales qui président à la formation et au fonctionnement de ces associations, et ce sera une explication encore de leur réussite. Nous allons voir aussi comment, à cause des mêmes circonstances, les *obste* ne sont pas menacées de cet autre grand danger des associations de

1. Maurice Bourguin *les Systèmes socialistes et l'Évolution économique*, 3^e éd., 1907, p. 236-237.

2. Hitier, *op.cit.*, p. 208.

production industrielle, qui est la transformation, en cas de succès, des premiers associés en petits patrons capitalistes employant une main-d'œuvre supplémentaire et simplement salariée.

Avant les *obste*, l'association de production agricole était nulle en Roumanie, ce qui veut dire que l'association de production agricole n'a pas commencé, comme partout ailleurs, par l'association d'entreprises indépendantes en vue d'une branche déterminée de production (1), mais directement par l'association en vue de la production intégrale. Cela est d'autant plus caractéristique, que les autres pays, l'Italie seule exceptée, ne sont pas encore venus à l'association pour la production intégrale.

Il n'est pas difficile de trouver l'explication de ce fait.

Pour avoir des associations de production entre entreprises indépendantes, il faut avant tout avoir ces entreprises indépendantes. Or, en Roumanie, le petit cultivateur, c'est-à-dire le paysan, est tellement mêlé par ses affaires à l'exploitation du

1. On trouve bien quelques laiteries coopératives, mais elles sont postérieures aux *obste* (la plus ancienne date de 1905), leur vie est assez anémique et le mouvement insignifiant.

domaine voisin, qu'il en est plutôt une unité infime et subordonnée qu'un petit cultivateur indépendant. Même quand il possède une petite propriété, celle-ci est si petite qu'elle ne lui suffit presque jamais, et il est obligé de louer encore de la terre chez le propriétaire ou le grand fermier. Cela l'engage à tel point vis-à-vis de ceux-ci, qu'il ne garde plus qu'un semblant de liberté économique. Dans ces conditions, il est très loin de pouvoir être un petit cultivateur avec son exploitation indépendante, dont il puisse disposer, au point de vue de la production, pour créer des associations.

Il fallait, pour être ce petit cultivateur indépendant, ou que le paysan eût une propriété suffisante pour ne plus avoir besoin de se procurer encore de la terre dans des conditions qui lui ravissent sa liberté économique, ou que le propriétaire et le grand fermier disparussent comme *producteurs* pour céder la place aux paysans.

Comme nous l'avons déjà dit, le paysan n'a presque jamais cette propriété suffisante. On pourrait dire qu'il n'est pas tout à fait nécessaire que le paysan ait une propriété ; il lui suffirait, pour son indépendance économique, d'avoir simplement en location une exploitation, pourvu que son prix de loyer payé, il ne fut engagé d'aucune

autre manière envers son propriétaire. Peut-être, plus tard, quand beaucoup de choses auront changé, cela sera possible ; mais dans les conditions économiques actuelles, le propriétaire, auquel les paysans s'adressent, veut encore rester lui-même un producteur.

Il est très probable qu'il veut toujours, comme par le passé, profiter pour sa propre exploitation de la main-d'œuvre de ses paysans dont il lui est très difficile de se priver, et ceux-ci seront toujours plus ou moins engloutis économiquement dans la grande exploitation de leur *maître*. Celui-ci, d'ailleurs, si ce n'est pour profiter de leur main-d'œuvre et les transformer en unités utiles à son exploitation et en dépendant, n'a aucun intérêt à louer une partie de son domaine aux paysans.

S'il n'a pas sa petite *propriété suffisante*, le paysan sera donc toujours, avec le système des propriétaires-producteurs (1), une unité dans ce système, et non pas un petit cultivateur ayant son exploitation indépendante, dont il puisse disposer au point de vue de la production, pour créer des associations.

1. A plus forte raison avec les grands fermiers-producteurs ! Quant au mot *propriétaire*, il est toujours pris dans le sens de grand propriétaire.

Cela change et nous arrivons à notre deuxième hypothèse quand le grand cultivateur s'en va tout à fait pour céder tout le domaine aux paysans. Alors ceux-ci ont affaire avec un propriétaire qui n'a besoin que d'argent, et leur laisse, pour la production, toute liberté d'initiative individuelle ou d'association.

Seulement, dans ce cas, ce ne sera plus l'association de production entre entreprises indépendantes qui pourra se former, mais l'association de production intégrale, qui est le seul moyen de louer une étendue considérable, qu'on ne peut, sans des difficultés que le propriétaire ne voudra pas s'imposer (1) partager en lots assez petits pour permettre aux paysans de les prendre à bail.

C'est ce qui s'est produit en Roumanie.

Et les grands cultivateurs, soit forcés par la concurrence, quand c'étaient de grands fermiers, soit attirés par les avantages de ce système, quand c'étaient des propriétaires, ont cédé un peu partout la place à la nouvelle entreprise paysanne.

1. Cela a pourtant été tenté et, paraît-il, avec un très grand succès par l'Académie roumaine (depuis 1907). Son exemple n'a été suivi que par une seule autre institution (8 domaines en 1911 dont 6 pour l'Académie) (V. Dr D. Busuiocescu, *Sistemele de arendare aplicate pe mosiile Academiei*, 1911.)

Voilà pourquoi et par suite de quelles circonstances la situation du paysan roumain était tout à fait défavorable pour les associations de production d'entreprises indépendantes, mais ne l'était pas pour les associations de production intégrale.

La création de ces dernières fut encore facilitée par l'intervention de l'État, qui, par des lois, aida d'abord les nouvelles entreprises paysannes, puis les organisa. D'ailleurs, il dut intervenir directement pour remédier aux abus qui n'avaient pas manqué de se produire et parer à l'inexpérience du paysan, dont l'intelligence, quoique vive, était peu rompue aux nouvelles complications économiques. Car, il ne faut pas s'y méprendre, le paysan comprenait bien les avantages et les grandes lignes du système, mais il ne pouvait en tirer tout le parti utile du jour au lendemain, surtout qu'il est en Roumanie d'un esprit plutôt individualiste. Il avait eu l'intuition du système et s'y était lancé avec la confiance et le courage que donnent toujours les solutions radicales, quand on a essayé les autres, mais aussi avec son inexpérience, qui a pu laisser se produire d'assez nombreux abus.

C'est pourquoi l'intervention de l'État a été des plus nécessaires, et l'intérêt qu'il a porté aux *obste*

a donné des résultats qui l'ont pleinement justifiée. C'est maintenant à l'État d'avoir l'intelligence de supprimer peu à peu, quand cela pourra se faire, son intervention directe et de transformer la *Cassa centrala*, par laquelle il exerce cette intervention, en une institution ayant une vie et des pouvoirs émanant beaucoup moins de l'État et un peu plus des associations elles-mêmes, dont cette *Cassa centrala* est l'organe central.

Ce n'est pas encore le moment de lui rendre cette autonomie, mais il ne faut pas oublier que cela doit être le but à atteindre, et vers lequel doivent tendre dès maintenant les efforts de tous ceux qu'intéressent les associations paysannes de production en Roumanie.

LA TERRE ET LES PAYSANS

Avant d'entrer dans l'étude même des *obste*, il est utile de dire quelques mots des relations entre les paysans et la terre en Roumanie, car les *obste* ne sont qu'une nouvelle forme de ces relations, et ce qui est plus intéressant encore, une nouvelle forme qui n'est pas sans présenter quelque analogie avec le passé, non pas celui d'hier auquel elles viennent justement de remédier, mais celui d'avant-hier et plus ancien encore.

Nous avons, depuis l'étude si documentée de M. Radu Rosetti, *Pamântul satenii și stapânii în Moldova*, parue en 1907, des précisions sur ces relations qui remontent vers le ^{xiii}^e siècle, avant même la formation des principautés roumaines.

En effet, il est sans aucun doute que les paysans, dans ce temps-là, avaient à part leurs maisons, cours et jardins, qu'ils possédaient dans le village même, une portion de terre largement suffisante, qu'ils travaillaient chacun pour leur propre compte.

Ces portions de terre étaient égales et s'appelaient des *jireabi* (1). Comme l'étude de M. Rosetti porte spécialement sur la Moldavie, les détails que nous allons citer se rapportent à cette partie du pays ; mais comme M. Rosetti le prouve dans les premiers chapitres de son livre, ces relations entre les paysans et la terre ont été, dans leurs lignes générales, partout les mêmes, et ont suivi partout la même évolution.

Le village avait un chef qui s'appelait le *cneaz* (2), (ou autrement quand il n'était pas héréditaire), et qui avait droit, lui aussi, à une et parfois plusieurs de ces *jireabi*.

Ce chef du village exerçait le droit de justice, levait l'impôt et conduisait les paysans à la guerre. Ceux-ci lui devaient pour tous ces services un dixième des produits de la terre et trois jours de travail. Il avait en plus le droit exclusif d'avoir un moulin et un cabaret dans le village.

Mais quoique chef du village et malgré ses prérogatives, il n'avait sur le territoire de ce village aucun droit de propriété. Il n'était que le chef, le

1. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 85-98. Les *jireabi* étaient égales sur le territoire du même village, mais variaient de village à village.

2. V. Radu Rosetti, p. 21, 44, 56, 63, 116, 120.

maître du village. Tous ses droits de propriété étaient limités aux *jireabi* (ou à la *jireabie*, quand il n'en avait qu'une seule) qu'il possédait du même droit que les autres paysans au titre de la possession *ab antiquo* (1), avec cette seule différence, bien entendu, qu'étant lui-même le maître du village, il ne devait plus à personne un dixième du produit. Pour le reste du territoire qu'on possédait en commun, il était copropriétaire au même titre que les paysans.

Quand les deux principautés roumaines se formèrent sous le sceptre des princes de même race venus d'outre-Carpathes, la situation resta la même pour les chefs du village, qui reçurent tacitement d'abord, puis par écrit, la confirmation de leurs droits (2). Le droit du paysan à la terre restait le même, mais toujours sans être écrit. Et comme cela arrive quand un droit écrit se trouve en face d'un autre qui ne l'est pas, et surtout quand ceux qui possèdent ce droit écrit sont les forts et les autres les faibles, le droit du *cneaz* devint de plus en plus incontestable, à l'inverse de celui du paysan, si bien qu'avec le temps il se transforma

1. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 119.

2. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 130, 137.

en un droit sur la terre elle-même ; il devenait une sorte de domaine éminent, le paysan ne gardant plus que le domaine utile.

Mais, peu à peu, le nombre de ces maîtres diminua sensiblement.

Par suite d'héritages successifs, le dixième du produit qui revenait à l'origine à un seul maître se partageait alors entre tant de personnes pour un seul village, et devenait si peu de chose, qu'en réalité chaque paysan était plus riche que chacun des héritiers du maître. Alors ceux-ci ont dépossédé les paysans, qui ont dû aller s'installer ailleurs, et les descendants des anciens maîtres travaillèrent eux-mêmes la terre (1). Comme leur droit était écrit, ils conservèrent cette propriété, et on les trouve encore aujourd'hui, formant une classe à part de paysans (2), sous le nom de *razesii* en Moldavie et *mosnenii* en Valachie.

Mais ce n'est qu'une partie des descendants des *cnejii* qui suivirent cette voie. Les autres, en face des *boyards* qui étaient les grands seigneurs du pays et qui commençaient à prendre goût pour

1. Ils sont environ 240.615 avec 1.460.145 hectares, forêt et terre cultivable.

2. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 168, 190.

3. Le plus souvent c'était la vente. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 191, 196.

la terre, durent, sous une forme ou sous une autre (3) céder peu à peu leurs droits à ceux-ci ; et c'est ainsi que, vers le milieu du XVIII^e siècle, la terre commence à se concentrer entre les mains de quelques familles toutes puissantes. On trouve au commencement du XIX^e siècle des familles qui possèdent jusqu'à 60 et 65 villages (1).

Dans ces conditions, l'ancien droit du paysan à la terre devient des plus précaires pendant que les charges grandissent démesurément (les trois jours que le paysan devait à son *cneaz* d'autrefois dépassent maintenant la trentaine).

Mais, malgré tout, le droit du paysan au domaine utile, à l'usage de la terre qu'il veut cultiver, reste le même (2).

Les *boyards* commencent à louer leurs possessions. C'est surtout dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle que cette habitude se généralise. Il est intéressant de voir comment l'affermage des terres se conciliait avec les droits des paysans à cette terre.

D'abord, assez souvent ce qu'on affermait, ce n'était que le droit du dixième sur les produits de la terre et le cabaret qui fut assez longtemps la

1. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 313.

2. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 211.

source principale de revenu qu'on tirait de la possession d'une terre (1). Cela laissait intact le droit des paysans à cultiver autant qu'ils avaient besoin.

Et puis, s'il s'agissait de faire de l'agriculture le fermier devait attendre jusqu'à la Saint-Georges pour voir si les paysans ne réclameraient pas la terre pour eux, et c'était seulement s'ils ne la réclamaient pas que la terre pouvait être louée pour faire de l'agriculture.

Et même dans ce cas, le fermier n'était sûr d'être tranquille que pour une année, car l'année suivante les paysans reprenaient leur droit et pouvaient de nouveau réclamer la terre jusqu'à la Saint-Georges.

Une *anaphora* de 1803 (2) des boyards moldaves est très claire en ce sens, car justement on y voit les boyards se plaindre de cette faculté dont jouissaient les paysans et demander au prince que, lorsqu'une terre est louée, ces droits des paysans ne puissent s'exercer que s'ils sont réclamés avant la Saint-Georges de la première année.

Mais, maintenant, une série de lois, dont la dernière est le règlement organique que l'occupation

1. V. Radu Rosetti, *op. cit.*, p. 342.

2. Voir le texte dans l'appendice du livre de M. R. Rosetti, p. 487.

russe imposa au pays (1), vont limiter clairement les droits du paysan à la terre.

En effet, d'après ce règlement organique, les paysans n'ont plus droit qu'à une partie déterminée pour chacun (2), et cela dans la limite des deux tiers seulement du domaine.

C'est ainsi que d'un droit indiscutable, la propriété paysanne est devenue un droit d'usage, et puis ce droit d'usage se limita lui-même à une partie déterminée pour chaque paysan, ne pouvant jamais dépasser, en tout, les deux tiers du domaine.

Et tout cela, comme on se l'imagine bien, sans que les charges diminuent. Il n'y avait plus que le dixième du produit qui n'avait pas augmenté.

C'est dans cette situation, qui était la même en Valachie, que se trouvait le paysan, lors de l'Union des Principautés Roumaines en 1859.

En 1864, apparait la fameuse loi sur la propriété rurale.

1. Il faut pourtant reconnaître que la faute n'en est pas tant aux Russes, mais aux boyards, qui forcèrent la main du représentant du gouvernement russe à plus d'avantages qu'il n'aurait voulu leur céder.

2. Variant pour les prairies et les pâturages d'après le nombre du bétail, et fixe pour le terrain de culture, mais ne pouvant dépasser en tout les 7 Ha. 1/2 environ.

D'après cette loi, les paysans ont toujours droit à une partie du territoire, déterminée pour chacun et dans les limites des deux tiers du domaine, comme par le passé ; mais, et c'est ici la grande nouveauté de la loi, cette partie, ils ne l'ont plus comme droit d'usage, mais en pleine et entière propriété.

Voulant même désavouer le système qui avait précédé, la loi déclare que sur cette partie de terre déterminée qui leur est attribuée, les paysans sont et restent propriétaires.

Comme une conséquence naturelle de cette propriété, le paysan n'a plus à donner ni dixième du produit, ni jours de travail, ni rien des charges qui pesaient avant sur lui (1).

La propriété devait être inaliénable pendant trente ans (2).

On a rendu ainsi propriétaires 463.554 paysans sur 1.711.150 hectares (3), dont un tiers sur les domaines de l'État, et les deux autres sur ceux des grands propriétaires.

Mais, en même temps, on émancipait la grande

1. Il est vrai qu'il a dû racheter ces charges au propriétaire

2. Depuis, ce délai a été prolongé et actuellement encore cette propriété est inaliénable.

3. V. L. Colescu, *la Statistique des paysans devenus propriétaires*, 1900.

propriété. Depuis cette loi, il y a la propriété paysanne d'un côté, et la grande propriété de l'autre, libres toutes les deux et indépendantes l'une de l'autre.

Dès le commencement pourtant la liberté du paysan était un peu illusoire, car cette loi avait grand défaut de négliger les prairies et les pâturages dont le paysan a besoin pour nourrir ses animaux, qui sont son principal instrument de travail. On ne lui donnait que de la terre à cultiver.

Il a donc eu, de nouveau, besoin du propriétaire.

En outre la terre à cultiver elle-même qu'on a donnée aux paysans n'était suffisante que pour la première génération. Il est vrai que depuis l'État leur a encore vendu de la terre, mais cela n'a pas beaucoup changé les choses, et, de fait, peu après la loi de 1864, les paysans se sont vus forcés d'aller louer de la terre chez le grand propriétaire ou le grand fermier. Et les conditions furent très dures, alors que le paysan louait cette terre chez un propriétaire qui n'était plus obligé, comme par le passé, de la lui céder aux conditions d'usage.

En outre, et c'était là un nouvel obstacle pour le paysan, les grands agriculteurs commençaient à

1. En 1879, 228.328 hectares pour 48.342 paysans, avec paiement à long terme. V. L. Colescu, *op. cit.*

faire de la très grande culture, et il ne leur restait qu'une très petite partie de leur domaine à louer encore aux paysans.

Dès lors on comprend dans quelles conditions étaient faites ces locations. Les contrats d'avant 1907 sont un vrai scandale !

La plupart de ces contrats agricoles sont d'abord illégaux. La loi en effet obligeait les propriétaires à spécifier dans le contrat même, la partie du pâturage qu'ils laissaient aux paysans. Or on ne trouve même pas cette spécification dans 10/0, des 800 contrats qu'on a dépouillés lors d'une enquête faite en 1907 (1). De même la loi interdisait les clauses pénales pour inexécution de travaux ; d'après la même enquête, on avait passé outre dans la majorité des contrats (2).

Examinons d'un peu plus près ces conditions dans lesquelles les paysans pouvaient obtenir la terre. On avait bien gardé le système du paiement en nature, le métayage ; mais ce n'était plus maintenant un dixième du produit, mais la moitié qu'on

1. V. G.-D. Creanga, *Invoelile agricole in Romania in vigoare pe anul*, 1906. *Ministerul de interne*, 1907, p. XV.

2. Parfois la clause pénale allait jusqu'à 200 0/0 et plus au-dessus du prix normal de la région. Cela n'empêchait pas qu'on payait au paysan pour les travaux exécutés, parfois jusqu'à 75 0/0 au-dessous de ce prix (V. G.-D. Creanga, *op. cit.*, p. VI).

exigeait. Parfois, mais ce ne sont que de très rares exceptions, le grand cultivateur se contentait d'un tiers, ou même moins, mais en revanche on trouve aussi des cas où le paysan devait donner deux tiers du produit. Et puis on avait encore inventé un nouveau système de métayage très spécial et surtout très défavorable pour le paysan, système qui consistait à séparer les cultures que le paysan faisait pour lui de celles qu'il devait faire pour le propriétaire (1).

On transformait ainsi le métayage en un système de paiement en travail, qui ne gardait plus aucun des avantages que présente le métayage.

Mais, outre le paiement en nature (ou directement en travail dans le nouveau système de métayage), le paysan était encore obligé à des surcharges (2) qui augmentaient de beaucoup le prix de la terre. Ces surcharges consistaient en majeure

1. Ce système était employé en 1906 pour les cultures de blé sur 44,8 o/o du total des domaines de l'enquête de 1907 pratiquant le métayage et sur 19,7 o/o pour le maïs (V. C.-D. Creanga, *op. cit.*, p. XIX, XXIV).

2. On ne trouve plus le métayage sans aucune surcharge, d'après une enquête (1905) de la section d'économie sociale de l'Exposition générale roumaine de 1906, que dans quelques communes du département de Constantza (1/2 de la récolte), dans les départements de Tulcea et Valcea (1/2) et dans une seule commune du département de R. Sarat (4/5) (V. G.-D. Seraba, *Starea socială a sateanului*, 1907, p. 103).

partie en travaux agricoles, que le paysan devait faire à différentes époques de la campagne agricole pour le grand cultivateur. Elles étaient d'une part fixes, c'est-à-dire que chaque paysan devait les payer pour la terre qu'on lui donnait, fût-elle grande ou petite, et d'autre part proportionnelles établies tant par hectare.

Sur 537 domaines visés dans l'enquête de 1907 du ministère de l'Intérieur, employant le métayage, on trouve dans 393 domaines des surcharges fixes (73 0/0) qui dépassent dans 20 0/0 des cas 50 francs et arrivent parfois jusqu'à 200 francs (1).

Sur 512 domaines visés dans la même enquête, cultivant le maïs (2) en métayage, on trouve toujours des surcharges proportionnelles allant de 5 francs à 150 francs par hectare (3).

Sur 348 domaines cultivant le blé en métayage, on trouve toujours, d'après la même enquête, des surcharges proportionnelles sur 327 d'entre eux (94 0/0) variant à peu près entre les mêmes chiffres par hectare (4).

1. C. D. Creanga, *op. cit.*, p. XII.

2. Le grand cultivateur spécifie la culture que le paysan devra faire.

3. C. D. Creanga, *op. cit.*, p. XX.

4. C. D. Creanga, *op. cit.*, p. XXIV.

Il ne faut oublier, ni que ces surcharges se payaient par-dessus le métayage, qui était comme nous l'avons déjà vu, de moitié du produit en moyenne, ni que les surcharges fixes se cumulaient avec les surcharges proportionnelles (1).

Mais surtout, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que ces surcharges ne se payaient pas en argent, et représentaient avec de très rares exceptions, des travaux agricoles que le paysan devait effectuer pour le grand cultivateur.

Parfois on ne trouve pas de surcharges pour les terrains cultivables ; on les retrouve alors presque toujours pour les pâturages.

En Moldavie et très rarement dans le reste du pays, le paysan pouvait encore se procurer la terre dont il avait besoin, moyennant argent. Mais il est tout à fait exceptionnel qu'il n'eut pas à faire, au moins pour une partie de cet argent, des travaux agricoles. Et comme ces prix étaient fixés dans les contrats d'une manière générale au-dessous des prix de la campagne agricole, il en résultait non seulement une dépréciation du travail du paysan, mais

1. Là pourtant où les surcharges fixes sont très élevées, les surcharges proportionnelles le sont généralement moins, mais il n'y a pas moins cumul.

aussi une plus grande quantité de travail que celui-ci devait faire pour le grand cultivateur.

Le bilan de ce que nous venons de voir sur les conditions dans lesquelles le paysan pouvait se procurer la terre dont il avait besoin est : 1° que cette terre lui revenait excessivement cher; 2° que pour l'avoir, il était obligé de faire pour le grand cultivateur des quantités excessives de travaux agricoles.

Si on ajoute à cela l'obligation de commencer toujours par les travaux qu'il devait faire chez le grand cultivateur, pouvant seulement ensuite travailler chez lui (1), on comprend facilement ce que nous disions dans l'avant-propos, que le paysan n'était plus un petit cultivateur indépendant, mais plutôt une unité infime et subordonnée à l'exploitation du grand cultivateur.

Si on ajoute encore que, depuis l'extension qu'avait prise la grande culture dans les derniers temps, le paysan ne pouvait plus se procurer, même dans ces conditions, qu'une partie le plus souvent insuffisante de la terre qui lui manquait, partie qu'il ne pouvait d'ailleurs cultiver convenablement faute

1. Parfois même le grand cultivateur ne pouvant pas encore les occuper, les paysans étaient obligés d'attendre sans pouvoir commencer chez eux.

de temps, on a à peu près le tableau complet de la situation du paysan roumain aux environs de 1907.

Vint la révolte paysanne de 1907. On a bien fait, après cette révolte, une loi sur les engagements agricoles, interdisant les surcharges (fixes ou proportionnelles), ainsi que l'affermage autrement qu'en argent ou en métayage pur et simple, lorsqu'il s'agissait de moins de 20 hectares.

Mais si cette loi est catégorique pour les surcharges, elle est trop facile à tourner au point de vue des conditions de l'affermage. Car, dans l'article même où elle interdit l'affermage autrement qu'en argent ou en métayage pur et simple, elle admet le paiement en travail de l'argent dû pour l'affermage. Elle demande seulement un contrat à part. Les grands cultivateurs, l'auteur de la loi lui-même le premier, n'ont pas manqué de changer les anciens contrats de paiement de la terre en travail en deux contrats, dont un pour l'affermage de la terre en argent, et l'autre pour le paiement de cet argent en travail.

Il est vrai que, de cette manière, le prix du travail devient plus visible, et si on ajoute que la loi prévoit des commissions régionales pour fixer des maxima de loyers et des minima de prix pour les

travaux agricoles, il y a quelque amélioration ; mais, malgré cela, le paysan continue toujours à payer en travail la terre qu'on lui loue. Or, étant donné que le propriétaire qui a le domaine, n'a pas beaucoup besoin des paysans, et que les paysans ont besoin de la terre et n'ont pas la possibilité d'aller ailleurs, il est facile au propriétaire d'exiger le maximum de loyer en payant le minimum de prix, pour le travail, et de récupérer ainsi, à peu de chose près, les surcharges qu'il ne perçoit plus.

Par suite, le paysan reste toujours, comme avant la loi, dans cette situation que nous avons vue, de subordonné à l'exploitation du grand cultivateur, qui ne lui permet ni de cultiver comme il faut pour son propre compte, ni d'être franchement un ouvrier agricole. Il ne profite que des désavantages de ces deux conditions.

C'est pourquoi, quand le paysan eut la possibilité de sortir de cette situation au moyen de l'association, il n'hésita plus, et si les associations de production agricole ne sont pas plus nombreuses encore, ce n'est pas de sa faute. Il n'y a pas de domaine à louer que les paysans aient refusé, mais il y a des associations de paysans qui se sont formées et attendent que le domaine soit libre pour le prendre à bail.

Comment le paysan eut cette possibilité de prendre à bail de grands domaines, c'est ce que nous allons voir dans le chapitre suivant, où nous nous occuperons des origines du mouvement et des lois qui sont venues successivement lui faciliter la réussite.

Mais, auparavant, dions quelques mots encore sur cette « analogie avec le passé » dont nous parlions au début de ce chapitre.

Il y a, disions-nous, une certaine analogie entre la situation créée par la constitution des *obste*, et celle qui existait alors que les paysans possédaient tout le territoire du village. Et cela est moins vif pour nous et à notre point de vue moderne des relations économiques, que pour l'esprit un peu primitif du paysan, pour lequel se produit avant tout, ce fait, que la terre lui revient à lui, paysan, les autres étant partis en lui laissant cette terre, qu'il a toujours tant désirée, qu'on lui a prise si longtemps et qui lui était si nécessaire.

Peu importe pour lui que ce soit propriété ou droit d'usage, ou simplement une terre prise à bail. S'il faut payer, il travaillera plus et mieux et il payera. Mais il a la terre comme au temps jadis.

Non pas que ce soit le souvenir de ce temps-là

qui hante le paysan, mais ses besoins qui demandaient alors cette terre la demandent encore.

Mais à cette époque cette terre était réel amée pour être cultivée individuellement. Au fond, il en est de même actuellement, mais s'il y a aujourd'hui association, c'est qu'il ne peut être procédé autrement.

Quand les paysans étaient propriétaires, chacun sur sa *jireabie*, chacun pouvait être un petit cultivateur indépendant sans avoir besoin de s'associer ; il en était de même plus tard, quand les paysans gardèrent le domaine utile ; mais ils ne pouvaient plus être ces petits cultivateurs indépendants avec le nouveau système des grandes cultures. Il leur fallait mettre la main sur le domaine tout entier, pour l'avoir après, individuellement. Et pour mettre la main sur le domaine tout entier, ils devaient s'associer. Mais c'est toujours dans l'ancien but de s'établir chacun en petit cultivateur, avec une exploitation indépendante, qu'ils s'associaient.

C'est dans ce sens plutôt que le paysan comprend la nouvelle association, et il est tout naturel qu'il en soit ainsi.

Dans l'organisation qu'on a donnée aux *obste*, on a peut-être un peu négligé cette vérité, et on

ne pense pas assez qu'on a affaire à des paysans qui veulent avant tout être des petits cultivateurs indépendants.

Sans doute, il y a grand avantage que ces petits cultivateurs, sur le même domaine, aient plus de cohésion entre eux, comme nous allons le voir quand nous étudierons le fonctionnement des *obste*, mais il ne faut pas trop brusquer les choses.

Sans doute, il est nécessaire de favoriser dès le début cette cohésion pour épargner beaucoup de fautes et parer à certains insuccès ; mais si c'est là le but, on doit arriver beaucoup plus par la volonté, qu'on doit éduquer, du paysan lui-même, que par l'autorité de l'agronome, chef de l'association.

D'ailleurs le paysan est assez ouvert au nouveau point de vue d'une culture moins isolée, et comprend très bien les avantages qu'elle lui procure.

Mais, encore une fois, ce que le paysan voit avant tout dans ces nouvelles associations, c'est que la terre lui revient entière, pour lui permettre de s'y établir en petit cultivateur ; et là, se trouve l'analogie entre le temps passé, et la situation créée aux paysans par la constitution des *obste*.

ORIGINES ET LOIS

L'apparition des *obste* est intimement liée à l'existence dans le pays des caisses rurales (1), qui les ont précédées de quelques années à peine, mais qui ont contribué pour une très grande part à préparer le paysan à l'idée d'association et à lui fournir les moyens d'essayer le nouveau genre d'association.

En effet, ce sont ces caisses rurales qui, par leurs résultats, ont révélé aux paysans la puissance de l'association, et leur ont donné confiance en leur

1. Ce sont des sociétés coopératives de crédit entre paysans, qu'on appelle aussi des « banques populaires », considérées par la loi comme sociétés commerciales et ayant la personnalité civile. Elles apparaissent en 1891, date où il n'y en a qu'une seule et continuent à végéter jusque vers 1900 (80 dont 47 dans l'année même). Mais à partir de cette date elles prennent un très grand essor. Il y en a 700 en 1902, c'est-à-dire une année avant l'apparition des *obste* et plus de 1.000 l'année suivante, quand on les organise par une loi spéciale qui leur donne en même temps une Caisse centrale d'État. Elles sont enfin 2.500 environ en 1909 avec plus de 400.000 membres, et à peu près 50.000.000 de francs de capital social versé.

Elles ont rendu de très grands services aux paysans (V. *Anuarul Bancilor populare si cooperativelor satesti*, 1911).

propre force, dont ils ne pouvaient avoir conscience dans l'isolement où ils vivaient jusqu'alors.

Et c'est ainsi que l'idée leur vint de profiter mieux et plus, si cela se pouvait, de ces caisses rurales. Ils faillirent même les compromettre en les mêlant directement à des entreprises dont quelques-unes dépassaient de beaucoup leur but (1).

Parmi ces entreprises, on trouve aussi et surtout celle de prendre à bail des domaines. C'est ainsi que parut l'association de production.

Il n'y a là ni aucune influence des idées socialistes, ni aucune action d'un caractère confessionnel quelconque comme cela arrive parfois aux *affittanze collettive* italienne (2).

Cela est simplement la résultante de la nécessité où était le paysan de sortir d'une situation intenable pour lui et de la possibilité que lui donnait de le faire l'aide des caisses rurales de crédit.

En outre, il ne faut pas oublier que ces paysans ne sont pas, comme cela paraît être en Italie, des « ouvriers agricoles proprement dits » (3), mais des gens qui, malgré tout, pratiquent la petite cul-

1. V. *Acte si legiuiri privitoare la chestiunea taraneasca* seria II, vol. VII. Soccec et C^e 1908, p. 339.

2. V. Hitier, *op. cit.*, p. 220, 221.

3. V. Hitier, *op. cit.*, p. 208.

ture pour leur propre compte. Si dans les derniers temps, la grande culture leur a presque enlevé ce caractère, cela ne les a pas changés eux-mêmes, et il faut chercher l'origine du mouvement dans la volonté et le désir du paysan de rendre effectif, comme avant, son état de petit cultivateur.

La preuve en est dans ce fait que dès le commencement, les associations de production agricole ont été, en Roumanie, du type qu'on connaît en Italie sous le nom de *a conduzione divisa*, c'est-à-dire type dans lequel, après avoir loué le domaine, on procède à son morcellement et on le donne individuellement aux paysans.

On a sans doute, dernièrement, dans quelques associations, voulu essayer la culture en commun sur une partie du domaine ; mais cela n'a pas réussi, et on a abandonné complètement ce système qui était trop en contradiction avec le caractère si individualiste du paysan.

Dès l'apparition des *obste*, l'État leur donna son appui, non pas comme État, mais comme propriétaire rural, en commençant le premier à leur louer ses domaines. On trouve en 1903, l'année de leur apparition, 7 domaines appartenant à l'État sur 8 qu'elles ont pris à bail (1).

1. V. *Anuarul*, etc., p. 309.

Mais l'organisation de la première heure des *obste* était tout à fait défectueuse.

D'abord l'association n'avait aucune forme légale; on traitait pour le domaine individuelle-ment; de préférence on choisissait trois ou quatre paysans qui, quoique s'engageant à la vérité pour tous, figuraient seuls sur le contrat (1).

C'était un moyen qui ne donnait pas beaucoup de garanties au propriétaire, au cas où il n'était pas payé.

Sans doute, celui-ci pouvait, en définitive, les poursuivre tous, mais il ne pouvait le faire qu'individuellement. Mais alors quelle procédure ! Citations, publications, sommations, etc., pour des dizaines, parfois même des centaines de personnes. A cela s'ajoutaient les contestations de la part des paysans dont il était difficile de prouver l'engagement, avec la nécessité de discuter séparément avec chacun.

C'est à cela que vint remédier la loi du 9 février 1904, en simplifiant justement cette procédure qui donnait lieu à tant de complications quand on avait affaire aux associations paysannes.

Examinons donc un peu cette loi.

Tout d'abord il faut remarquer qu'elle s'occupe

1. V. *Acte si legiuri*, etc., p. 415.

de toutes les associations de cinq ou plusieurs paysans qui voudront « acheter, hypothéquer ou prendre à bail un immeuble rural ». On dirait même, d'après les déclarations, au Sénat, du président du conseil (1), que c'est plutôt à l'achat des immeubles ruraux par les paysans qu'on pensait en rédigeant cette loi.

Quoi qu'il en soit, ce sont les associations paysannes pour prendre à bail des immeubles ruraux qui en ont le plus profité (2).

Quelles étaient en effet les dispositions de cette loi ?

Les citations, tous les actes de procédure judiciaire ou extra-judiciaire et de poursuite mobilière ou immobilière « qui résultent des contrats que vont faire les associations paysannes que nous avons vues plus haut », sont faits sous le nom de l'association, et sont envoyés à celle-ci, à la

1. V. *Acte si legiuri*, etc., p. 521, 537.

2. Pour l'achat des immeubles ruraux, on a depuis 1908 une *Cassa rurala* qui a pour mission spéciale d'acheter de grands domaines et de les revendre aux paysans en petits lots et avec paiement à long terme. Elle s'interpose ainsi entre le propriétaire et les paysans à la place de l'ancienne association.

Elle a acheté, jusqu'au 31 décembre 1910, 34 domaines en valeur de 27.529.761 fr. 20, mais elle n'a pu en revendre aux paysans, jusqu'à la même date, que 12 (en 582 lots d'un total de 2.702 hectares et d'une valeur de 2.214.717 fr. 35). (V. *Cassa rurala*. *Dorea de Seama*, din 13 martie 1911, p. 29, 32.

mairie où est situé l'immeuble qui fait l'objet de l'association.

Les propriétaires ou les créanciers hypothécaires n'auront plus affaire avec chaque paysan à part, mais avec l'association qui aura à ce point de vue une capacité juridique complète (1).

Mais les membres de l'association, dans leurs relations entre eux ou avec les tiers, agiront individuellement d'après le droit commun, comme si l'association n'existait pas (2).

L'association est considérée comme créée par le fait même d'avoir en commun acheté, hypothéqué ou pris à bail un immeuble (3).

La loi s'occupe aussi de la manière dont l'association sera représentée en justice. Elle décide que ce sera par un ou trois mandataires, et elle entoure de beaucoup de précautions l'élection et la stabilité de ces mandataires.

Dans son désir de réduire au minimum les difficultés que pourraient avoir les propriétaires ou les créanciers hypothécaires de l'association, la loi donne à la justice le droit de nommer ces mandataires d'office, parmi les membres de l'association, si leur élection tardait au moment d'un

1. 2. 3. V. l'exposé du rapporteur général de la loi à la Chambre des députés. *Acte si legiuri*, etc., p. 454, 455.

procès ou de poursuites engagées contre l'association. Toujours dans l'intérêt des propriétaires ou des créanciers hypothécaires de l'association, la loi prévoit également que les droits de ceux-ci seront opposables à tous autres nés postérieurement du fait des associés.

Enfin les paysans peuvent demander au tribunal d'authentifier les actes concernant l'association et pour cela de déléguer un juge à la mairie de la commune même où est situé l'immeuble.

Ainsi, la loi considère les paysans comme formant une « association » seulement pour les contrats qu'ils doivent faire pour acheter, hypothéquer ou prendre à bail un domaine, et pour les conséquences de ces contrats. Quant aux relations entre les paysans eux-mêmes, ou entre chacun d'entre eux et l'association, la loi ne dit rien, et les laisse s'entendre comme ils le pourront individuellement, d'après le droit commun.

Qu'est dès lors à vrai dire cette « association » que vient de créer la loi ?

Ce n'est pas quelque chose de très clair. C'est, en quelque sorte, un groupe de gens qui sont individuellement responsables comme signataires d'un contrat, mais qui, pour faciliter la procédure, consentent à être cités en une seule fois sous le nom de l'association, et aussi à être représentés

par des mandataires dans les relations qui résulteront de leur contrat avec le propriétaire ou le créancier hypothécaire.

Et ce n'est rien de plus. Il ne faut pas d'ailleurs oublier que ce n'est pas une loi qui organise les associations paysannes, mais une loi qui ne fait que modifier quelques articles du code de procédure civile, en ajoutant une exception à ces articles, dans le but de simplifier la procédure pour les associations paysannes, qui en principe n'existaient toujours pas encore à ce moment.

Pratiquement, le propriétaire — pour ne parler que des associations dont le but est de prendre des terres à bail, qui seules nous intéressent ici — pouvait, sans risques de complications interminables de procédure, louer son domaine aux paysans.

C'est ainsi que les *obste* continuèrent à se former.

De fait et malgré la loi, les paysans cherchaient toujours à s'approcher de la forme de société, mais ce n'était jamais une société, car les formalités du Code commercial étaient trop compliquées et trop chères pour les paysans.

C'était si l'on veut, des formations de la loi de 1904, qui prenaient des aspects divers et d'ailleurs inoffensifs, mais avec lesquelles on pou-

vait au moins traiter légalement pour un contrat de fermage.

Pour obtenir l'argent nécessaire, les paysans utilisaient les caisses rurales ; parfois c'étaient les membres de ces caisses rurales mêmes qui s'associaient, et la *obste* était considérée comme une filiale de la caisse (1) ou affiliée à celle-ci (2). Ce qui veut dire, car il ne faut pas prendre les mots trop à la lettre, que la caisse rurale de l'endroit avançait, autant que ses moyens lui permettaient, l'argent à l'association. Mais ce n'était qu'une partie de l'argent dont on avait besoin. On se procurait le reste comme on pouvait, et ce n'était pas la moindre difficulté rencontrée par l'*obste*. Chacun des membres faisait appel à ses économies, vendait ce qu'il pouvait vendre, empruntait encore à droite et à gauche à qui voulait bien lui prêter un peu d'argent (et ce n'était pas toujours dans des conditions très favorables), mais enfin la garantie pouvait être constituée ; le contrat était signé ; l'exploitation commençait.

Nous n'allons pas nous étendre ici sur la manière de cultiver des associations. Nous verrons cela tout à l'heure quand nous nous occupe-

1. G. D. Scraba, *op. cit.*, p. 299.

2. G. D. Scraba, *op. cit.*, p. 231.

rons de la question du fonctionnement des *obste*. Nous devons toutefois attirer l'attention, ici même, sur l'existence, dans les statuts des premières associations, du souci d'une bonne culture où ne manquent ni le choix des semences, ni un travail consciencieux et uniforme, ni enfin les assolements de deux ou de trois années et par de grandes soles, pour éviter l'entremêlement des cultures (1).

Dès la première heure, et dès les premiers contrats les paysans étaient solidairement responsables pour le paiement du loyer.

Cette loi de 1904, comme nous venons de le voir, laissait, quant au fonctionnement interne de l'association, une pleine et entière liberté aux paysans.

Des désordres et des abus ne manquèrent pas de se produire. L'inexpérience des paysans aidant, une petite minorité ne tarda pas à se former pour exploiter les circonstances à son profit et au grand désavantage du mouvement.

C'est ce qui détermina en 1906 le gouvernement à mettre les *obste* sous le contrôle d'un organe central, par une nouvelle loi. On avait depuis

1. Et il n'est pas rare de trouver effectivement cette exploitation dès l'apparition même des *obste*.

1903 une Caisse centrale d'État pour les caisses rurales (1). Elle formait une seule direction avec le crédit agricole sous le nom de *Crédit agricole et Caisse centrale des banques populaires*.

Nous connaissons les liens intimes qui unissent les associations de production aux caisses rurales. C'est ce qui fit qu'on ne pensa même pas qu'on pouvait faire autrement que de les mettre sous le contrôle du même organe central.

Mais comme le développement des associations de production et des caisses rurales avait pris des proportions qui rendaient difficile une seule direction avec le crédit agricole, on donna à la nouvelle Caisse centrale une direction à part. Dans le même temps, d'autres associations coopératives paysannes ayant commencé à se former dans le pays (2), on les mit sous la même direction.

1. V. la note de la page 35.

2. Il y a à la fin de l'année 1909, d'après l'*Anuarul Bancilor populare*, etc., 1911, 186 sociétés coopératives de consommation avec un capital social versé de 894.701 francs et 7.903 membres, dont 6.228 paysans-laboureurs (p. 308-309) 69 sociétés coopératives de tempérance avec un capital social versé de 190.726 francs et 2.352 membres dont 1.672 paysans-laboureurs (p. 322-323), 40 sociétés coopératives pour l'exploitation des forêts avec un capital social versé de 333.191 francs et 1.666 membres, dont 1.447 paysans-laboureurs (p. 328-329), 8 sociétés coopératives laitières avec un capital social versé de 10.289 francs et 272 membres, dont 231 paysans-labou-

C'est ainsi que, depuis 1906, on a une Caisse centrale des banques populaires et des coopératives paysannes à laquelle on a conféré aussi la personnalité morale.

Elle était pourvue, pour son service de contrôle, de plusieurs inspecteurs, contrôleurs et contrôleurs-agronomes.

Les désordres et les abus que nous avons signalés, et qui nécessitèrent l'intervention effective et constante de la nouvelle caisse centrale, étaient assez faciles à prévenir avec un contrôle sérieux. C'est ce qu'on essaya, et si un budget insuffisant a toujours un peu empêché d'arriver aux résultats qu'on pouvait attendre, l'intervention de la Caisse centrale a été très salutaire dès le commencement même.

En même temps, le nombre des *obste* augmenta sensiblement : 31 se formèrent dans l'année même, 35 l'année suivante, ce qui fait en tout 103 pour la fin de l'année 1907 (1). Il est à remarquer

reurs (p. 332-333), 12 sociétés coopératives pour l'achat des machines agricoles avec un capital social versé de 49 777 fr. et 438 membres, dont 389 paysans-laboureurs (p. 338-339) et d'autres encore de moindre importance (p. 336-341). Mais elles sont dans leur grande majorité postérieures à la loi de 1906.

1. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1911, pp. 390, 391. Il n'y avait que 37 avant 1906.

que, parmi les domaines qu'elles ont pris à bail, il y en a déjà une trentaine qui appartiennent à des particuliers.

En 1908, une nouvelle loi fut promulguée qui modifia celle de 1906.

Dans cette dernière (1), on s'occupait d'une façon générale de toutes les associations paysannes. La loi de 1908 s'occupe spécialement des *obste* — les associations de production pour prendre à bail des domaines qui nous intéressent — et on introduit même un nouveau chapitre, qui ne traite que d'elles, dans la loi générale des banques populaires et de leur Caisse centrale.

Cette nouvelle loi est plutôt d'ordre financier. En effet, elle prévoit que la Caisse centrale pourra prêter aux *obste* : 1° pour compléter leur garantie, quand celles-ci ont au moins la moitié de la somme nécessaire ; et 2° en dehors de la garantie, quand elles en auront encore besoin.

Dans les deux cas, la Caisse centrale pourra

1. La loi de 1906 s'ajoute en la modifiant à la loi de 1903, qui avait créé une caisse centrale pour les banques populaires seules et qui garde, malgré l'introduction des nouvelles dispositions, le même nom de *Loi des banques populaires paysannes et de leur caisse centrale*. C'est toujours à cette loi que viennent s'ajouter, la loi de 1908 et celle de 1910, que nous allons voir encore, sur les associations paysannes de production.

prendre les mesures qu'elle jugera nécessaires pour assurer son remboursement.

Elle pourra encore, si les *obste* lui empruntent de l'argent, outre les droits que la loi lui confère déjà (1) : 1° nommer au besoin, pour conduire l'exploitation, un administrateur agronome, que les *obste* ne pourront révoquer sans l'assentiment de la Caisse centrale, et 2° introduire dans les statuts les modifications qu'elle croira utiles.

La loi prévoit encore quelques avantages financiers pour les *obste*, qui ne feront leurs contrats qu'après l'approbation préalable de la Caisse centrale. Cette approbation préalable, facultative dans la loi de 1908, deviendra plus tard obligatoire. Il est intéressant de le noter dès maintenant, au point de vue des progrès de l'intervention directe de la Caisse centrale, dans les associations de production.

Quel a donc été le résultat de cette nouvelle loi ?

C'était un très grand avantage au point de vue financier, pour les *obste*, mais en même temps le commencement de l'intervention *directe* de la Caisse centrale dans leur fonctionnement. C'est

1. C'est-à-dire le contrôle que lui confère la loi de 1906 et les sanctions nécessaires.

par cette intervention directe que la Caisse centrale aboutira à la généralisation de l'emploi des administrateurs agronomes, dont on n'a pas d'ailleurs à se plaindre, car ils donnent, par leurs connaissances techniques, une garantie de meilleure culture, et, par le fait d'être étrangers au village, un gage d'impartialité. C'est grâce à cette intervention directe aussi que la Caisse centrale arrivera à mettre plus d'unité dans l'organisation intérieure des *obste*.

Mais malgré ces dispositions de la loi de 1908, on reste toujours dans le vague de la loi de 1904, au point de vue de savoir exactement ce que sont les *obste*. On croirait, d'après la manière dont elles sont traitées, qu'on a affaire à de vraies sociétés. Elles le sont si l'on veut, mais... avant la lettre !

Cette incertitude sur leur caractère juridique ne les empêcha pas d'ailleurs, grâce aux avantages de la loi de 1908, de prendre un grand essor. Il se créa, dans l'année même, 69 nouvelles *obste* cultivant un total de 59.883 hectares et payant un loyer de 1.444.239 francs (1).

En 1909, une nouvelle loi vient encore favoriser le développement des *obste*.

1. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1911, p. 391.

D'après cette loi, l'État, les départements, les communes et les personnes morales possédant des domaines, ne peuvent plus les louer à des particuliers, mais devront, ou les exploiter en régie, ou les louer aux paysans.

Cette loi apporte donc des restrictions un peu arbitraires à l'exercice du droit de propriété ; mais, de fait, ces établissements et ces personnes morales avaient déjà commencé à louer leurs domaines aux paysans, et ils n'ont pas eu à s'en plaindre, car les paysans ont toujours donné les meilleurs prix et ont payé leurs fermages avec une très grande exactitude.

Il est pourtant souhaitable qu'on ne fasse plus appel à de semblables interventions législatives. Les *obste* présentent assez d'avantages pour être préférées par elles-mêmes aux autres fermiers. D'ailleurs, c'est ce qui se passait déjà avant la loi : celle-ci est venue simplement imposer ce qui se faisait auparavant. Elle a un peu hâté les choses, il est vrai, mais il était peut être inutile d'intervenir directement et de créer une obligation légale.

En effet, il faut bien voir que si cet intervention, arbitraire en quelque sorte, est aujourd'hui à l'avantage de tout le monde, elle peut être demain

préjudiciable à la propriété et aux paysans eux-mêmes, qui ne peuvent que perdre à s'habituer à toujours compter sur une intervention arbitraire de l'État en leur faveur.

Quoi qu'il en soit, les associations paysannes de production ont profité de cette loi, et c'est en partie ce qui fait monter le nombre de celles qui se sont formées dans l'année à 103, cultivant un total de 57.294 hectares moyennant un loyer de 1 million 946.469 francs (1).

Enfin, vient la loi du 14 avril 1910, qui donne aux associations paysannes de production la forme de sociétés coopératives.

Cette fois, la loi est bien claire :

« Les paysans qui s'adonnent à la culture de la terre ont le droit de se constituer en sociétés coopératives, sous le nom de *obste*, dans le but de prendre à bail des domaines (2). »

1. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc. 1911 p. 391. De ces 103 associations qui se sont formées en 1909, 37 sont sur des domaines appartenant à des particuliers. Il ne faut pas oublier que si l'année précédente, en 1908, il ne s'était formé que 69 associations, elles représentaient un total de 59.883 hectares c'est-à-dire 2.589 hectares de plus qu'en 1909.

2. La loi donne le même droit aux habitants des villes qui ont cultivé la terre dans le passé, mais sur les domaines seuls où ils ont travaillé et qui dépendent de la ville où ils habitent.

On donne en même temps aux *obste* la personnalité civile, et on rend leurs membres responsables d'une manière illimitée et solidaire pour toutes les obligations qui dérivent du contrat d'affermage.

On demande au moins 25 membres pour pouvoir former une *obste*. Celle-ci se constituera par un statut qui comprendra les droits et les obligations des membres et la manière dont on entend exploiter le domaine. Ce statut sera visé par la Caisse centrale des banques populaires et des coopératives paysannes, et ce n'est qu'après cette approbation qu'il pourra être authentifié par le juge de paix, qui se rendra dans la localité. Toutes les formalités seront gratuites.

L'*obste* sera représentée par 3 mandataires dans tous ses actes judiciaires et extra-judiciaires. Ils seront élus par l'assemblée générale convoquée à l'occasion de la visite du juge de paix dans la localité pour prendre le consentement des membres et authentifier les statuts.

Les mandataires seront élus pour toute la durée du contrat. Ils ne pourront être révoqués que par décision de justice et seulement pour cause de mauvaise foi ou incapacité évidente. La Caisse centrale, toutefois, pourra en attendant que la

décision soit rendue, les suspendre et nommer un administrateur provisoire, qui aura les mêmes droits qu'eux.

Pour faire un emprunt, les mandataires devront avoir le vote préalable de l'assemblée générale de l'obste.

L'assemblée générale pourra admettre de nouveaux membres et exclure ceux qui ne se conformeraient pas aux statuts, mais ces derniers auront droit d'appeler de cette décision devant le juge de paix.

Les mandataires devront établir, avant le 15 mai de chaque année, des tableaux spécifiant pour chaque membre l'étendue de son lot et les sommes dues par lui à l'association. Les membres ont droit pendant un certain délai de contester ces tableaux et de s'adresser même au tribunal au cas où ils n'obtiennent pas satisfaction.

Quand ce tableau est définitif, il constitue un titre authentique, dont l'exécution, quant aux sommes dues par les membres, se fait par l'intermédiaire du percepteur fiscal, après toutefois que ces sommes ont été contrôlées et certifiées par la Caisse centrale.

Les récoltes, d'ailleurs, ne pourront être enlevées avant l'acquittement complet des sommes dues.

L'association pourra, au besoin, après quelques formalités, se charger de la vente.

Enfin on devra soumettre chaque année, avant le 15 mai, à la Caisse centrale, un projet de budget, qu'elle pourra modifier.

Comme nous le voyons, cette nouvelle loi présente deux caractéristiques. D'abord la forme de société coopérative qu'on reconnaît ouvertement aux associations paysannes de production, tout en facilitant les formalités à remplir pour y arriver ; et puis une intervention directe et sans limite presque de la Caisse centrale des banques populaires et des coopératives paysannes, dans l'organisation et le fonctionnement de ces associations.

A la suite de cette loi, la Caisse centrale devient un organe tout puissant, et les *obste* sont mises sous une tutelle, qui n'est pas loin de les transformer en une vaste organisation, dont elles ne seraient que les succursales, avec cette différence pourtant que le revenu ne va pas à la Caisse centrale. Cette intervention est peut être excessive ; on la dit excellente, mais il ne faut pas oublier que quand on veut justifier une tutelle, on trouve toujours qu'elle a mille avantages pour le pupille,

alors même que celui-ci aurait les deux mains liées.

Mais gardons-nous d'exagérer l'importance des lois ! Comme nous l'avons déjà vu à propos de nos associations, les lois ne sont venues qu'après coup, pour régulariser en quelque sorte des faits déjà accomplis. Ce qu'il y a de vrai, de durable, ce sont les choses elles-mêmes et c'est dans ce sens qu'il faut envisager l'évolution des *obste*.

Les paysans, qui cherchent avant tout dans les *obste* la possibilité de redevenir des petits cultivateurs indépendants, sont contents d'y trouver ce qu'il leur faut et n'envisagent encore les choses qu'à ce point de vue.

La satisfaction d'avoir chacun son petit lopin de terre à lui, prime pour eux les autres avantages de l'association, et ils cèdent assez volontiers sur tous les autres points, quant à l'organisation, pourvu qu'on leur donne à chacun ce petit lopin de terre à cultiver.

Cela ne veut pas dire que les paysans se désintéressent tout à fait du reste, mais, simplement, qu'aujourd'hui encore ce qui compte avant tout pour eux, c'est d'avoir de la terre à cultiver, dans n'importe quelles conditions, pourvu que cela ne soit pas de manière à rendre illusoire, comme cela

était auparavant, dans le système de la grande culture, l'état de petit cultivateur.

Et c'est pourquoi, actuellement, cette tutelle de la Caisse centrale n'est pas trop lourde. Elle est plutôt nécessaire pour parer à l'inexpérience du paysan dans l'association.

Mais cela n'est peut-être vrai que pour aujourd'hui ; et on commence déjà à regarder plus haut, à viser à plus de liberté.

Nous ne dirons pas que demain ou après-demain, l'organe central devra disparaître ; un organe central est toujours d'un très grand avantage. Seulement d'autoritaire, d'imposé, il deviendra l'organe central des *obste* elles-mêmes, où elles seront représentées, et qui sera l'écho de leurs propres volontés. Ce sera l'organe central de la fédération des *obste* ayant sa vie propre, en dehors de l'influence directe de l'État et des variations de la politique.

Cela viendra par l'évolution des choses elles-mêmes, et les lois changeront, elles aussi, à mesure qu'on aura besoin de plus de liberté.

Quant à l'argent qu'on met à la disposition des *obste* par l'intermédiaire de la Caisse centrale, si on entend garder pour cela un droit de tutelle, les *obste* trouveront alors assez facilement ailleurs

cet argent, quand elles auront fait la preuve, aux yeux de tout le monde, de l'avantage qu'il y a à placer du capital dans leurs entreprises.

Mais revenons à notre loi de 1910. Elle vient prendre place à côté de la loi de 1906 et celle de 1908, dans la loi générale des banques populaires et de leur Caisse centrale, et c'est sous ce régime que fonctionnent aujourd'hui les associations paysannes de production.

Voyons maintenant ce fonctionnement.

FONCTIONNEMENT

- I. — Intervention de la Caisse centrale. Formation.
- II. — Composition.
- III. — Morcellement et assolements.
- IV. — Exploitation : Direction générale. Conseil d'Administration et agronomes. Travaux agricoles. Machines et ventes en commun.

I

Nous avons vu comment la Caisse centrale des banques populaires et des coopératives paysannes peut intervenir de près dans le fonctionnement des *obste*, cela surtout après la loi de 1910.

Cette Caisse en a beaucoup profité pour introduire dans ce fonctionnement ce qui lui paraissait nécessaire, et pour le rendre partout à peu près uniforme. Il y a même maintenant un statut-type pour les *obste*. Tout y est prévu pour le mieux, et si les circonstances ne permettent pas toujours de le suivre de point en point, on s'efforce un peut partout d'y arriver.

Il y a aussi un règlement spécial pour les attri-

butions des administrateurs agronomes, dont l'emploi, d'après l'article 32 du statut-type, est obligatoire.

Nous utiliserons ce règlement, ainsi que le statut-type, dans la description que nous allons faire du fonctionnement des *obste*. Mais en même temps, nous tiendrons compte des résultats de l'enquête sur place que nous avons faite nous-même l'automne dernier, sur plusieurs de ces associations.

Notre exposé se trouvera ainsi mêlé à des faits et donnera une image non pas idéale, mais réelle de la situation.

Comment les paysans procèdent-ils pour former une *obste* ?

La loi demande pour cela, comme nous l'avons vu, des statuts indiquant la manière dont on conduira l'exploitation, ainsi que les droits et les obligations des membres. Et comme ces statuts devront être approuvés par la Caisse centrale, il est plus simple d'aller à la Caisse centrale demander un exemplaire des statuts-type.

On remplira les blancs, chaque membre versera une garantie (1) de tant par hectare qu'il

1. Très souvent les paysans versent ainsi des sommes nécessaires pour différentes dépenses, ou même pour une

vent avoir (le total de ces sommes servira à verser la garantie au propriétaire), (1) et on fera venir le juge de paix dans la localité, qui prendra le consentement de chaque membre. En même temps, il présidera l'assemblée générale, qui élira les 3 mandataires, dont les noms figureront dans les statuts mêmes.

Les membres signent et le juge de paix authentifie les statuts.

Sans plus de complication et sans avoir rien déboursé, l'*obste* est ainsi constituée. Elle est par cela même une société avec personnalité civile.

Ce sont maintenant les mandataires qui s'entendent avec le propriétaire (2) pour les conditions du contrat, qu'on fera sous leurs noms et qui engagera tous les associés solidairement.

Il est à remarquer que les *obste* ne louent que moyennant argent. Il n'est jamais arrivé en Rou-

partie du fermage à venir, comme par exemple l'association de Filiu (départ. de Braila) où on avait déjà cet automne 10.000 francs pour le premier terme du printemps.

1. Nous savons que la caisse centrale peut avancer jusqu'à 50 0/0 de ces garanties aux *obste*. Pourtant, en 1910, sur 1.967.125 francs comme garantie pour les 347 *obste*, qui fonctionnaient, les paysans avaient versé eux-mêmes 1.917.589 francs (V. *Anuarul*, etc., 1912, qui vient de paraître).

2. Les *obste*, en se formant, ont toujours comme but un domaine déterminé.

manie qu'une association de paysans loue un domaine, comme cela arrive parfois en Italie, aux *affitanze collettive*, moyennant l'obligation de partager le produit avec le propriétaire (1).

La société ainsi formée joue le rôle d'intermédiaire entre les paysans et le propriétaire. Elle prend le domaine à bail et le sous-loue à ses membres par petits lots.

Le prix que la société demande aux associés est basé, en principe, sur celui qu'elle paye elle-même pour le domaine (loyer et impôts), mais avec une majoration qui peut aller jusqu'à 10 o/o pour les frais généraux d'administration, et d'environ 5 o/o pour un fonds de réserve (2), qui doit servir à faciliter le paiement du loyer, etc., dans les mauvaises années.

Cette majoration comprise, les associés payent, d'après la qualité des terrains qu'ils occupent sur le domaine, un prix fixé par hectare.

Quant à la question du crédit, nous savons déjà de l'étude que nous avons faite des lois organisant les *obste*, que celles-ci profitent largement

1. V. J. Hitier, *op. cit.*, p. 211.

2. Ce fonds de réserve s'élève pour les 274 *obste*, qui étaient en exploitation à la fin de l'année 1910, à 567.935 fr. 71 (V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1912, p. 381). (60 *obste* environ ne l'ont pourtant pas perçu.)

de l'argent de leur Caisse centrale de Bucarest (1).

Quant aux paysans, leur principale ressource pour acquitter les sommes qu'ils doivent à la société pour leurs lots est, bien entendu, la récolte même qu'ils obtiennent sur ces lots. Mais ils ont souvent recours (cela surtout à l'occasion du paiement au printemps, c'est-à-dire avant la récolte, de la première partie du fermage), aux caisses rurales, parfois encore à des particuliers, ou enfin à la société elle-même qui leur fait des avances jusqu'au moment de la récolte, en leur faisant payer les intérêts qu'elle paye elle-même à la Caisse centrale.

II

Avant d'entrer dans les détails en ce qui concerne le morcellement du domaine par l'association, et sur la manière dont on conduit l'exploitation, il faut dire quelques mots des membres de l'association et en général de tous les cultivateurs du domaine. Car, comme nous allons le voir, il n'y

1. Elles devaient encore, à la fin de l'année 1910, 1 million 017.648 fr. 01 à la Caisse centrale, après avoir acquitté 2.099.102 fr. 21 (V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1912, p. IX).

a pas que les membres qui peuvent cultiver sur le domaine.

Parlons d'abord des membres.

Il y a les membres fondateurs, ceux qui se sont associés dès le commencement pour former l'association, et les membres admis postérieurement dans le cours même de l'exploitation. Ces derniers ne sont reçus définitivement qu'après un vote de l'assemblée générale, mais ils peuvent être inscrits provisoirement par les mandataires. Les uns comme les autres ont les mêmes droits et les mêmes obligations (les nouveaux doivent adhérer, par écrit, aux statuts de la société).

Les membres doivent être majeurs, s'occuper de l'agriculture et peuvent être des hommes ou des femmes (1). Exceptionnellement sont admis les héritiers mineurs d'un membre défunt.

Les membres peuvent être exclus par l'assemblée générale pour condamnation pour crime, non-paiement à l'association, mauvaise culture, actes

1. Nous n'avons pas de statistique sur le nombre des femmes admises comme membres des *obste*, mais elles ne doivent être que très rares, car la femme du paysan roumain, quoique travaillant parfois tout autant que son mari (et cela par-dessus les travaux domestiques), est toujours à côté de celui-ci, *dans la famille*. Les veuves mêmes travaillent le plus souvent *dans la famille* de leur fils aîné.

contraires à l'association, insoumission au conseil d'administration ou à l'assemblée générale, et enfin pour sous-location de leurs lots.

Est à retenir l'exclusion pour mauvaise culture qui précise le caractère instructif des *obste*, et celle pour sous-location, qui accentue leur intention première qui est de procurer au paysan la possibilité d'utiliser son travail personnel pour lui-même, en petit cultivateur, et non pas de le lancer dans la spéculation agricole.

Mais on peut accepter comme cultivateurs sur le domaine, des paysans qui ne sont pas membres de l'association. En effet, sur 36.071 cultivateurs qu'on trouve le 31 décembre 1909 sur les domaines pris à bail par les *obste*, il n'y a que 15.909 membres (1). Les cultivateurs étrangers à l'association étaient donc, à cette date, plus nombreux que les membres.

Les cultivateurs étrangers à l'association sont presque exclusivement des paysans (2) eux aussi,

1. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1911, p. 354. Il y a 37.564 membres sur 50.126 cultivateurs sur les *obste* en 1910, 31 décembre (V. le nouvel annuaire qui vient de paraître).

2. On trouve assez souvent parmi eux l'agronome de l'association, et parfois aussi celui de l'association voisine et réciproquement. Nous avons trouvé sur une *obste* aussi un ancien administrateur de domaine. Mais ce ne sont là que des cas très rares.

habitant les villages situés sur le domaine même ou dans le voisinage. L'association ne leur loue que pour une seule année et dans la mesure des lots disponibles. On leur fait d'ailleurs payer la terre un peu plus cher qu'aux membres. D'après ce que nous avons pu constater, cela revient habituellement à 5 ou 6 francs en plus par hectare.

Ceci est de la part de l'association une sorte de petite spéculation, qui augmente ainsi ses revenus.

Mais nous sommes très loin de la *spéculation sur autrui*, de ce qui arrive si souvent en pareil cas dans les associations de production industrielle, où les premiers associés se transforment en petits capitalistes, spéculant à leur tour sur une main-d'œuvre salariée.

D'abord dans les *obste*, il n'y a pas de main-d'œuvre au service de l'association. Les étrangers travaillent pour leur propre compte. Il n'y a qu'une petite majoration de prix. Et puis les membres ne se font pas un privilège de leur situation, comme cela se produit dans l'association de production industrielle ; ils ne demandent pas mieux que d'accepter les nouveaux venus comme membres⁽¹⁾.

1. D'après les statuts-type, cela est même une condition pour pouvoir cultiver, normalement, dans les *obste* (V. l'art. 28).

La possibilité d'accepter de nouveaux membres, ayant les mêmes droits exactement que les membres fondateurs, met les *obste* à l'abri du danger que courent si facilement les associations de production industrielle, de perdre leur caractère initial et sincère d'association de production, pour tomber dans un système d'exploitation capitaliste, avec, comme patrons, les premiers associés.

Les *obste* demeurent ainsi essentiellement, et sans danger de changement à cet égard, des associations de production agricole sincères et sans monopole possible pour personne.

A proprement parler, le domaine n'est pas à l'association seule qui l'a pris à bail, mais à tous les paysans, qui, dans la limite de son étendue, sont venus ou viendront encore demander des lots, ou, si l'on veut, il est à l'association, mais l'association se confond par son élasticité avec les paysans eux-mêmes dans leur ensemble.

III

Une fois le domaine loué, on procède au morcellement.

En règle générale, on partage d'abord tout le

terrain cultivable en deux ou trois soles (1). Sur chaque sole, on ne sème que la même céréale et on suit un système d'assolement de deux ou trois années.

Chaque sole se partage ensuite en plusieurs lots et on donne à chaque membre un lot dans chaque sole.

Ces lots ne sont pas tous de la même grandeur.

Le lot est plus grand ou plus petit, en premier lieu suivant la garantie que chacun a déposée lors de la formation de l'association ; mais cette garantie n'est qu'une des bases utilisées pour partager le domaine entre les membres ; et si le nombre des hectares, attribués à un membre, est inférieur à celui qu'il aurait pu obtenir, étant donnée la garantie fournie par lui, on lui rembourse la partie de cette garantie qui correspond au nombre d'hectares qui ne lui a pas été attribuée.

En effet, il intervient d'autres facteurs que le versement de la garantie pour le partage du domaine. C'est d'abord la solvabilité réelle de chaque membre : quelqu'un peut bien déposer une très grande garantie, en vendant tout ce qu'il possède ou en

1. Dans les statuts-type il est dit 4, 3 ou au moins 2 soles. Mais je n'ai trouvé nulle part l'assolement de quatre années.

empruntant à gros intérêt, sans que cela corresponde à sa richesse réelle.

On donne encore davantage à ceux qui ont une famille nombreuse ; et cela non seulement parce qu'il leur faut plus de terrain à cultiver pour subvenir à leurs besoins, mais aussi parce qu'ils fournissent un plus grand nombre de travailleurs ; on se conforme ainsi au but des *obste* qui est de procurer à chacun autant de terre qu'il peut en cultiver lui-même, et non pas de transformer les paysans en cultivateurs employant de la main-d'œuvre étrangère.

Enfin, le lot est plus petit pour ceux qui ont encore une petite propriété personnelle. On fait en sorte que ce qu'ils ont et ce qu'on leur donne dans l'*obste* soit suffisant pour les dispenser d'aller demander encore de la terre ailleurs.

Malgré ces dispositions concernant le morcellement, celui-ci était parfois fait arbitrairement, certains mandataires abusant de leurs fonctions. On a un peu enrayé maintenant ce mal ; nous en reparlerons, à l'occasion des critiques qu'on a fait aux *obste*.

Un membre peut avoir en tout comme terrain cultivable jusqu'à 10 hectares (1). C'est un maxi-

1. On peut dépasser les 10 hectares avec l'approbation de la
N. Érémie

mum qui n'est que rarement atteint. L'étendue trop petite du domaine, pour le nombre des associés, le peu de main-d'œuvre dont ceux-ci disposent dans leurs familles, enfin leur peu de solvabilité, voilà autant de raisons pour que les 10 hectares ne soient que rarement accordés en réalité.

Le graphique que nous empruntons à l'annuaire officiel et que nous reproduisons à la fin de ce chapitre (1), nous donne une idée de l'étendue, en moyenne et par département, que possède un associé dans les *obste*.

C'est dans le département de Dolj que cette moyenne est la plus grande (avec presque 7 hectares), puis vient celui de Braïla (6 Ha. 1/4) puis celui de Neamtzu (presque 6 Ha.), ceux de Vlasca, de Teleorman et de Jassy avec 5 hectares environ ; cette moyenne tombe à 1 Ha. 1/4 dans les départements de Putna et de Muscel. Ce sont les départements où les paysans sont plus riches, qui tiennent la tête ; ce sont aussi les départements les plus productifs en céréales.

Quant aux départements de Gorj et de Tulcea, il n'y avait pas d'associations paysannes de pro-

Caisse centrale et tant que de nouveaux membres ne se présentent pas.

1. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1911. Voir *infra*, p. 93.

duction en exploitation à la date où on a fait les calculs (1).

Il est intéressant de constater, d'après la statistique que donne M. C.-D. Scraba (2), que, de tous les départements, c'est celui de Tulcea où il y a le plus grand nombre de propriétaires cultivant eux-mêmes leurs domaines (81,8 o/o) et que c'est celui de Gorj qui vient après à ce sujet (76,3 o/o). Or ce sont justement les deux départements dans lesquels les associations paysannes de production sont si en retard (3).

Il faut ajouter que la distribution des lots entre paysans se fait partout par voie de tirage au sort (4). Ce sont les paysans eux-mêmes, qui trouveraient d'un arbitraire impardonnable de procéder autrement.

Il faut dire encore qu'on ne trouve jamais le roulement des lots entre associés, comme cela arrive parfois dans *l'affittanza a conduzione divisa*

1. 1910.

2. V. C.-D. Scraba, *op. cit.*, p. 40.

3. Ce n'est pas très encourageant pour ceux qui voient, dans les *obste*, l'ennemi de la grande propriété. C'est le grand fermier qu'elles viennent remplacer, ce en quoi elles rendent encore un service inappréciable à la grande propriété absentéiste.

4. Comme les lots ne sont pas égaux, ce n'est pas à proprement parler les lots qui se tirent au sort. On commence d'un endroit déterminé la distribution, on tire au sort les paysans et on leur distribue à mesure qu'ils sortent.

talienne (1). Les *obste* échappent ainsi aux critiques qu'on peut faire au système italien, au point de vue des améliorations à apporter par le cultivateur (2). D'autant plus que, dans le système roumain, le domaine une fois morcelé, les associés gardent les mêmes lots jusqu'à la fin du bail (3).

Quant à l'assolement, il est employé à peu près partout.

Mais ce n'est pas toujours l'assolement par grandes soles. On le pratique parfois avec le système des cultures entremêlées, comme nous avons en l'occasion de le constater nous-même à l'*obste* de Zapodeni (800 hectares, dans le département de Vaslui) où on n'avait pas eu un administrateur agronome dès le commencement et où les mandataires avaient procédé au morcellement, sans partager le domaine en soles. Comme d'après les statuts, on ne pouvait plus changer les lots, une fois donnés à chacun, on a continué, tout en introduisant un assolement de deux années, le système des cultures entremêlées.

1. V. Hitier, *op. cit.*, p. 214.

2. V. Hitier, *op. cit.*, p. 219.

3. D'après l'article 26 des statuts-type. C'est d'ailleurs une chose à laquelle le paysan tient comme à un droit indiscutable.

Mais le plus souvent, et surtout si l'association présente une certaine importance, on trouve l'assolement par grandes soles, et, d'habitude, de trois ans. C'est l'introduction des agronomes administrateurs qui y a beaucoup contribué.

Le roulement des cultures se fait généralement entre :

Blé,

Maïs,

Orge, avoine, etc.

Il arrive parfois qu'on laisse une des soles en jachère et on l'emploie alors pour le pâturage.

L'assolement est alors :

Blé,

Maïs,

Jachère, pâturage.

On trouve, sur certains domaines, des associations qui, à côté de l'assolement principal, ont un assolement secondaire de deux années, avec, généralement, le roulement des cultures suivantes :

Millet, plantes fourragères (1), etc.

Haricots, pommes de terre, etc.

La réalisation de ces assolements se trouve parfois entravée par certaines circonstances, telles

1. Des plantes fourragères, occupant le sol une seule année.

par exemple la conformation ou la qualité d'un terrain difficile à partager en grandes soles, pouvant supporter tous les genres de cultures, ou encore la faveur accordée par le paysan à quelques-unes des cultures.

En effet et c'est là surtout la grande difficulté, le paysan cultive plutôt le maïs. Comment établir alors un roulement entre les cultures, quand la culture du maïs seul a besoin de la moitié, ou même plus, des terrains cultivables ?

Il est vrai que depuis que les paysans travaillent dans les *obste*, ils commencent à cultiver un peu plus les autres céréales et surtout le blé, ce qui présente un très grand intérêt au point de vue général de l'économie nationale du pays.

Pour le moment, il suffit de constater cette prédilection du paysan, qui persiste encore, pour la culture du maïs. Voilà comment on procède alors. C'est à peu près ce qu'une *obste* a fait sur un domaine de la ville de Braïla.

	1 ^{re} ANNÉE	2 ^e ANNÉE	3 ^e ANNÉE
1 ^{re} sole	350 H. a. Blé	350 H. a. Maïs	250 H. a. Orge 100 H. a. Blé
2 ^e sole	600 H. a. Maïs	350 H. a. Blé 250 H. a. Orge	600 H. a. Maïs
3 ^e sole	250 H. a. Orge	250 H. a. Maïs	250 H. a. Blé

Après la troisième année, on fait le roulement des cultures de manière à ne pas avoir deux années de suite la même culture sur la même sole, ce qui amène à disposer les cultures comme on l'avait fait la deuxième année, et ainsi de suite.

Mais parfois l'étendue des cultures de maïs est plus grande encore relativement aux autres cultures, et alors l'assolement est très difficile à réaliser. On se contente alors de faire autant que cela se peut, un roulement de deux années entre les cultures de blé, orge, etc., d'une part, et une étendue égale d'autre part de cultures de maïs.

Mais comme nous l'avons déjà dit, dans les associations d'une certaine importance, et cela surtout en Valachie, où le paysan est plus riche et beaucoup plus entreprenant qu'en Moldavie, on trouve l'assolement de trois années (blé, maïs, orge, etc.) d'une manière à peu près générale.

Ainsi par l'assolement, et surtout par l'assolement par grandes soles, la plupart des associations paysannes de production sont arrivées, d'abord à parer à l'épuisement du sol par suite de la même culture plusieurs années, l'une après l'autre, sur le même terrain, et puis à éviter l'entremêlement des cultures, qui était un obstacle sérieux pour une culture uniforme et meilleure.

Quant aux pâturages, ils restent en commun et chacun paye d'après le nombre de têtes de bétail qu'il possède. On calcule donc l'étendue par tête de bétail, et, comme il est juste, on fait varier cette étendue suivant qu'il s'agit du gros ou du menu bétail.

Les membres ne sont pas obligés d'utiliser les pâturages de l'association. Parfois ils utilisent les pâturages communaux, qui sont devenus assez nombreux par suite d'une loi de 1907. Mais les pâturages de l'association ne restent jamais inutilisés, car si les membres n'ont pas besoin de toute leur étendue, on engage le bétail des paysans des communes voisines, que cette combinaison ne peut que satisfaire. Nous avons vu comment le besoin des pâturages est général pour le paysan dans le système de la grande culture. C'est par les pâturages, pour une bonne part, que les grands cultivateurs tiennent le paysan dans ces conditions de dépendance, qui dénaturent si profondément sa situation de petit cultivateur.

Nous avons trouvé, dans notre enquête, des *obste* dont certains membres ne faisaient partie qu'en vue d'obtenir du pâturage.

Il y a grande différence entre les pâturages qu'on a dans les *obste* et ceux qu'on avait avant, au

temps du grand cultivateur, et cela non seulement au point de vue des conditions et de l'étendue, mais aussi au point de vue de la qualité. Car le grand cultivateur retenait toujours pour lui ce qu'il y avait de meilleur. Et puis, parfois, comme nous avons eu l'occasion de le constater à l'*obste* « Dr J. Radovici » (Dép. de Vaslui), le grand cultivateur utilisait pour lui la partie même qu'il donnait aux paysans. En effet, les paysans ne disposaient du pâturage qu'entre la Saint-Georges et le 26 octobre (1). Entre le 26 octobre et la Saint-Georges le grand cultivateur l'utilisait pour lui-même. On avait ainsi à la Saint-Georges à peine assez d'herbe pour empêcher le bétail de ne pas mourir de faim.

Aujourd'hui l'*obste* procède tout autrement. On garde le pâturage entre le 26 octobre et la Saint-Georges, et on a ainsi un des meilleurs pâturages de la région. Aussi le bétail des paysans est maintenant tout autre et peut supporter facilement les travaux agricoles les plus durs.

En ce qui concerne les prairies, on procède au morcellement comme pour les terrains cultivables,

1. Vieux style. C'est la Saint-Dimitri qui est dans le pays le terme de l'automne, comme la Saint-Georges est le terme du printemps.

par petits lots, dont l'étendue variera d'après les mêmes règles. Le nombre du bétail toutefois sera pris encore en considération.

Les paysans garderont leurs lots et y couperont le foin jusqu'à la fin du contrat de location du domaine.

C'est un grand avantage pour eux de pouvoir avoir ainsi du foin, car dans le système de la grande culture, cela était une rareté pour le paysan.

Il faut encore mentionner les prairies artificielles, qui ont commencé à se développer un peu partout dans les *obste*. Une petite partie du domaine y est destinée. Les paysans la possèdent individuellement par petits lots, comme les prairies naturelles.

Malgré ces progrès la grande ressource pour nourrir son bétail, est encore aujourd'hui pour le paysan, comme par le passé, la paille d'orge et surtout les pâturages.

Mais le foin commence à être moins rare, et les plantes fourragères viennent déjà s'y ajouter.

IV

Voyons maintenant comment est conduite l'exploitation du domaine.

Le domaine, il est vrai, est morcelé entre les membres sous-locataires de lots ; mais il y a toujours, pour surveiller les petites exploitations établies sur le domaine, une direction générale qui fait même mieux que de les surveiller : elle intervient directement dans l'exploitation, pour conduire les travaux agricoles avec plus de méthode et d'unité.

Voyons d'abord à qui revient cette direction générale.

Nous savons déjà que ce sont les trois mandataires qui représentent l'association et peuvent l'engager. Ce sont eux qui ont, en principe, l'administration et la direction générale de l'exploitation, ainsi que la responsabilité devant l'assemblée générale, qui est convoquée au moins une fois par année dans le courant du mois de mars. Ils travaillent en conseil (c'est le *conseil d'administration* de l'association) sous la présidence d'un d'entre eux et sous le contrôle de trois censeurs élus chaque année.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par mois et l'administrateur agronome est obligé d'y assister.

Les mandataires doivent encore nommer un secrétaire qu'ils peuvent choisir parmi eux et qui

peut, s'il dépose une garantie, remplir aussi la fonction de caissier.

Nous venons de dire qu'en principe ce sont les mandataires qui ont la direction générale de l'exploitation et aussi la responsabilité.

Seulement, il y a encore l'administrateur agronome qu'envoie la Caisse centrale de Bucarest, et qui, d'après le règlement dont nous avons parlé au commencement de ce chapitre, doit diriger l'exploitation du domaine, et avoir la même responsabilité que les mandataires. Il est même assimilé à un directeur de société (1).

De fait, assez souvent les paysans ont de la peine à savoir à qui obéir, car mandataires, censeurs, agronomes, tous veulent qu'on leur obéisse.

Mais, généralement, c'est dans les administrateurs agronomes que les paysans ont le plus de confiance, car les mandataires se font trop souvent soupçonner d'irrégularités.

Aussi la tendance générale est de considérer l'administrateur agronome comme le chef de l'exploitation.

1. Voir l'article 3 du règlement.

C'est lui, d'ailleurs, qui est tout indiqué pour diriger cette exploitation. Il possède mieux les connaissances nécessaires (il doit avoir un diplôme ou un certificat d'une école d'agriculture (1) et une pratique d'au moins une année dans l'administration d'un domaine, reconnu comme bien exploité), et il dispose aussi de tout son temps pour s'intéresser à l'exploitation du domaine. Les mandataires ne pourraient s'en occuper autant qu'à la condition de ne plus cultiver eux-mêmes leurs lots. L'agronome, lui, n'a qu'à s'occuper de tous et de tout sur le domaine.

Mais cela ne veut pas dire qu'on doit exagérer les pouvoirs de l'agronome, jusqu'à faire de lui un maître à peu près absolu, comme il paraît que cela arrive parfois.

Il suffit qu'il dirige l'exploitation avec autorité, et non d'une manière autoritaire.

Mais ce ne sont là que des exagérations tout à fait exceptionnelles et, en général, les agronomes ont rendu les meilleurs services aux *obste*. Les paysans eux-mêmes le reconnaissent, et il n'est pas rare qu'ils demandent des administrateurs agro-

1. Quand le domaine est trop petit pour permettre de payer un agronome, on peut donner alors la direction du domaine à un administrateur sans connaissances spéciales. Mais on lui demande une pratique suffisante et de bonnes références.

nomes, même sur les associations de moindre importance (1).

L'introduction des agronomes permanents est peut-être une des innovations les plus heureuses des associations paysannes de production roumaines, et il nous semble que cela vaut mieux que l'agronome ambulant auquel ont recours certaines associations *a conduzione divisa* italiennes (2). Avec l'agronome permanent, on n'a pas que l'enseignement, mais l'exécution même de cet enseignement sous la surveillance de l'agronome. Il est vrai que les *comités de vigilance* des associations italiennes (3) remplacent dans une certaine mesure l'agronome des *obste*, mais il est encore préférable que ce soit l'agronome lui-même.

Somme toute, ce sont les agronomes qui sont chargés de la direction de l'exploitation et de la surveillance des travaux exécutés par les paysans sur les domaines pris à bail par les *obste*. Ils doivent se mettre d'accord avec le conseil d'administration, mais là encore leur influence est prépondérante, et ce sont plutôt les membres du con-

1. Dans ce cas, on met d'habitude l'*obste* sous la direction d'un agronome d'une association voisine, et il se contente ainsi d'un moindre salaire.

2 et 3 V. Hitier, *op. cit.*, p. 215.

seil d'administration qui doivent se mettre d'accord avec les agronomes.

Les travaux agricoles s'effectuent, sous la direction des agronomes, avec beaucoup d'avantages pour les paysans, parfois même malgré eux.

On met d'ailleurs dans l'exécution de ces travaux une certaine unité, qui donne à l'exploitation beaucoup de ressemblance avec un système de grande culture, dont l'agronome serait, sur chaque domaine, l'administrateur général.

Chacun cultive son lot et a tout intérêt à faire une bonne culture, car c'est lui qui profitera des résultats de son travail. Aussi les paysans cultivent-ils très bien leurs lots, surtout qu'à l'intérêt individuel qui les stimule au travail, vient maintenant s'ajouter la possibilité, qu'ils n'avaient pas avant les *obste*, d'exécuter leurs travaux agricoles à temps et sans être pressés par des engagements peu commodes.

Mais par-dessus les intérêts particuliers des membres, il y a l'intérêt général de l'association qui veut que le domaine soit bien cultivé.

L'agronome y veille, même avec assez d'autorité.

En effet, il a le droit d'inspecter les travaux, et s'il trouve qu'un membre cultive mal, il peut

proposer son exclusion de l'association. De plus, si le membre n'exécute pas tous les travaux que demande une bonne culture, l'agronome peut les faire exécuter par des journaliers, au compte du membre en défaut (1).

L'agronome veille encore à ce que les semences employées par les paysans soient de bonne qualité et uniformes. Parfois ce sont les paysans eux-mêmes qui se les procurent, et l'agronome se contente de rejeter ce qui n'est pas d'une assez bonne qualité ; parfois ce sont les agronomes eux-mêmes qui se chargent de les acheter. Après la récolte, ils choisissent généralement les meilleurs grains qu'on a obtenus sur le domaine, et les membres doivent les acheter comme semences. Ainsi tous profiteront d'une bonne semence (2), et de la sélection opérée sur le domaine.

Parfois les agronomes se sont heurtés, dans les améliorations qu'ils voulaient introduire, à des habitudes, dont ils n'ont pu avoir raison que par ruse.

Ainsi les paysans avaient coutume de com-

1. Il est vrai qu'on n'en use qu'avec une extrême prudence, comme d'ailleurs de la faculté de les exclure de l'association.

2. L'agronome veille d'ailleurs que cette semence soit pure et bien tararée. Le sulfatage est pratiqué aussi dans presque toutes les associations d'une certaine importance.

mencer assez tard, au printemps, les travaux agricoles, et ils ne voulaient rien entendre des conseils que leur donnaient les agronomes, pour commencer plus tôt. Voici, à ce sujet, ce qui s'est passé en Moldavie, à une *obste* que nous avons visitée.

Voyant que les paysans ne voulaient, à aucun prix, répondre à son appel, l'agronome les menaça de donner leurs lots à d'autres. Comme c'était la première année et que le partage n'avait pas encore été fait, la menace eut son effet, et le lendemain tous étaient venus réclamer leurs lots. On effectua le morcellement de la sole dont il était question, et ils commencèrent même à labourer. Mais le surlendemain, aucun ne revint. Alors l'agronome les menaça de nouveau, mais, cette fois-ci, de faire labourer leurs lots par des journaliers et à leurs frais. Voyant que les choses tournaient trop au sérieux, les paysans commencèrent malgré eux le labourage à l'époque qu'avait indiquée l'agronome, et qui d'ailleurs était la meilleure.

La deuxième année, on n'eut plus besoin d'user ni de ruse ni de menaces pour les faire commencer leurs travaux agricoles à l'heure voulue. L'expérience avait été, par ses résultats, convaincante, et

s'était chargée seule de détruire l'ancienne habitude.

Au point de vue de la fertilisation des terres, il est à remarquer que l'emploi des engrais est à peu près inconnu dans les *obste* (1). Et les agronomes eux-mêmes n'insistent pas beaucoup sur ce point, car le roulement des cultures d'après le système d'assolement que nous connaissons, les jachères et les pâturages, constituent pour le moment des moyens suffisants pour éviter l'épuisement du sol, encore très fertile du pays.

Voyons, maintenant, comment s'effectuent les travaux agricoles.

L'agronome intervient à ce sujet de très près. Il ne se contente plus d'inspecter les travaux agricoles que chaque associé fait individuellement sur son lot, mais il prend la direction même de ces travaux. Il décide ainsi de l'époque à laquelle doit être fait tel ou tel travail, et les associés commencent tous à la fois, comme sur une grande exploitation à direction unique.

Ce système présente un grand avantage, surtout au point de vue de l'emploi des machines. En cela les *obste* diffèrent profondément des *affi-*

1. L'emploi des engrais n'est pas plus fréquent dans la grande culture.

tanze collettive italiennes, qui ont en grande partie, comme but, de procurer un débouché à la main-d'œuvre et sont ainsi amenées à ne faire aux machines qu'une place très restreinte (1).

La main-d'œuvre est plutôt rare en Roumanie (2) et le chômage n'a été pour rien dans l'apparition des *obste*. Aussi l'emploi des machines y est-il presque général.

La charrue polysoc à deux corps était employée par les paysans, avant même la création des *obste* (3). Les moissonneuses et les moissonneuses-faucheuses l'étaient moins, mais on en trouvait dans presque chaque village, et les propriétaires, après s'en être servi, les prêtaient aux autres.

Avec les *obste*, leur nombre s'est sensiblement accru, et d'autres machines se sont ajoutées encore,

1. Cela surtout dans l'Emilie et la Romagne. V. J. Hitier, *op. cit.*, p. 208-210.

2. On a fait venir de l'étranger (V. C. D. Scraba, *op. cit.*, p. 192), en 1905, 57.908 ouvriers agricoles. (V. aussi *Dare de Seama despre activitatea sindicatului agricol*. Jalomita, 1911, p. 29-30, où les grands cultivateurs se plaignent des restrictions qu'on a apportées à l'introduction des ouvriers agricoles étrangers. Au milieu de la campagne agricole surtout, le manque de la main-d'œuvre est si général qu'on doit doubler, parfois même tripler les prix pour en trouver).

3. On trouve la charrue polysoc à deux corps, presque partout en Valachie, mais un peu moins en Moldavie, où les paysans gardent encore la charrue à avant-train, à un seul corps.

comme les semoirs à la volée et même les semoirs en lignes, dont l'emploi tend beaucoup à se généraliser. Le plus souvent, c'est l'*obste* elle-même qui les achète et les prête aux membres.

Mais la grande innovation des *obste* est l'introduction des batteuses mécaniques, dont l'emploi était à peu près impossible auparavant, alors que le battage se faisait individuellement. La plupart des *obste* possèdent maintenant une garniture (batteuse et locomobile). Celles qui n'en possèdent pas encore, en prennent généralement une à louage. Les *obste* dans lesquelles les paysans continuent à faire le battage en utilisant seulement l'action des animaux, sont rares. Ce ne sont d'ailleurs que des *obste* de peu d'importance et surtout en Moldavie, où les paysans sont moins ouverts aux méthodes de la technique moderne.

On se sert des batteuses mécaniques communes pour le blé, l'orge, l'avoine et d'autres céréales encore du même genre. Quant au battage du maïs, les paysans ont, généralement, de petites machines qu'on fait fonctionner à la main et qu'ils possèdent individuellement.

La vente en commun. — Les batteuses mécaniques, en plus des grands services qu'elles ont rendus aux paysans au point de vue d'un battage

meilleur et plus rapide, ont encore beaucoup facilité, pour les *obste*, la vente en commun des céréales.

En effet, avec le système de l'ancien battage, par l'action des animaux, un paysan battait aujourd'hui, un autre plus tard, un autre encore à une autre date, et ainsi il était très difficile d'avoir à la fois, sur le domaine, toute la quantité disponible pour la vente. Comment effectuer alors une vente en commun ?

Il arrive pourtant qu'avec l'ancien système même du battage individuel, les paysans apportent leurs céréales pour la vente en commun, cela surtout pour le maïs. Nous avons même trouvé un cas où des paysans étrangers à l'*obste* avaient apporté leur blé pour le vendre en commun avec celui des membres.

Mais cela n'est que très rare, et ce sont les *obste* qui emploient les batteuses mécaniques qui pratiquent surtout la vente en commun.

Cependant la méfiance du paysan est encore assez grande pour tout ce qui l'oblige à sortir de son individualisme, et cela surtout quand il s'agit du produit de son travail. Il se persuadera difficilement que son blé n'est pas meilleur que celui de son associé, qu'il n'obtiendra pas lui-même un

meilleur prix, ou, enfin, qu'il n'y a aucun risque à abandonner ainsi le produit de son travail aux soins d'un autre.

Et puis, parfois, ils ont de très bonnes occasions pour vendre individuellement leurs produits. En Moldavie par exemple, les paysans d'une *obste*, que nous avons visitée, obtenaient de très bons prix pour une partie de leur récolte, en la vendant par petite quantité à une meunerie du voisinage.

Mais les occasions de ce genre ne sont, en somme, qu'un débouché tout à fait exceptionnel, dont il est bon de profiter, mais sur lequel on ne peut pas compter.

C'est pourquoi on ne saurait trop souhaiter que les ventes en commun que les *obste* ont commencé à pratiquer (1), se généralisent.

C'est un grand avantage, en effet, pour les

1. D'après *l'Anuarul Bancilor populare*, etc., 1912, qui vient de paraître, on a vendu, en 1910, 866 wagons (blé, avoine, etc.) d'une valeur de plus de 1.200.000 francs appartenant à 26 *obste* et à 9 sociétés de vente en commun, qui ont vendu par l'intermédiaire d'une Fédérale à Bucarest. L'annuaire n'indique pas quelle somme revient aux 26 *obste* dans le chiffre ci-dessus.

Ces 26 *obste* doivent être à peu près les seules qui aient vendu en commun cette année-là.

paysans, de vendre leurs céréales en commun, car ils échappent ainsi aux spéculateurs qui fourmillent partout dans les villages et ne donnent jamais les prix qu'on peut obtenir en vendant directement dans les grands ports du pays. D'autre part, dans ces ports mêmes, les prix qu'on peut obtenir quand on vend par grande quantité sont sensiblement supérieurs à ceux qu'obtiennent les paysans, en apportant eux-mêmes leurs céréales individuellement et par petite quantité.

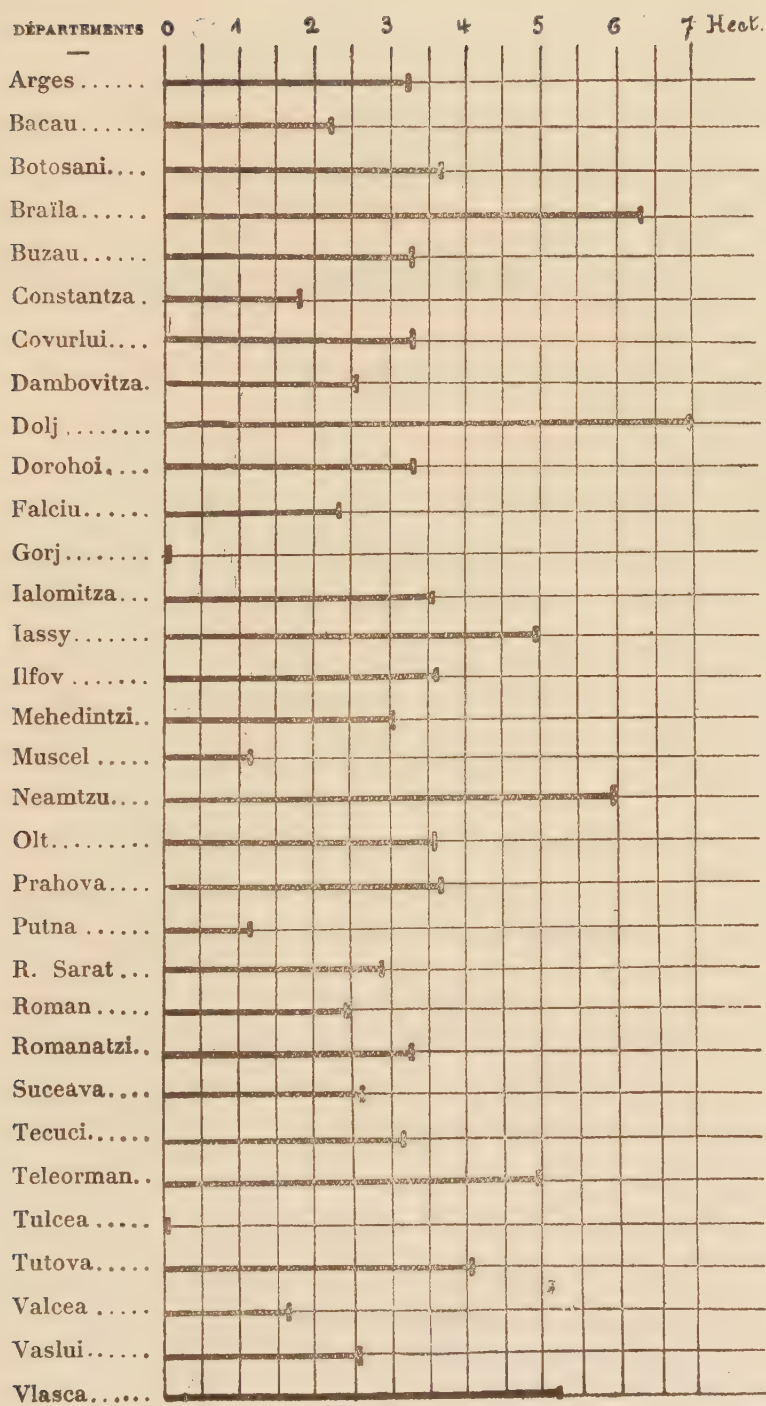
Mais là encore il ne faut pas brusquer les choses en obligeant les paysans à vendre en commun, et il vaut mieux patienter que de donner prétexte à quelque mécontentement de leur part.

Ajoutons encore que les récoltes doivent être assurées contre la grêle et l'incendie; (on a payé en 1909, pour 122 *obste* qui étaient en exploitation, 49.777 fr. 50 d'assurance (1).

Ainsi, pour résumer, l'exploitation sur les domaines pris à bail par les *obste* se fait individuellement par les associés, mais sous la surveillance et la conduite directe de l'agronome, d'après

1. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1911, p. 375. Le chiffre que nous donnons représente 6,72 0/0 des dépenses générales des *obste*, en dehors du prix de location.

les méthodes et avec les avantages de la grande culture : unité de travaux, assolements, le plus souvent par de grandes soles, emploi des machines ; enfin elle aboutit souvent à la vente en commun des produits récoltés.



RÉSULTATS ET DONNÉES STATISTIQUES

Nous avons vu que la principale raison d'existence des *obste* était de donner aux paysans la possibilité de redevenir effectivement des petits cultivateurs autonomes, possibilité qu'ils avaient presque complètement perdue de fait, sinon de forme, dans le système de la grande culture qui était devenu général dans le pays.

Il nous faut donc, pour juger de leurs résultats, voir tout d'abord dans quelle mesure les *obste* ont réussi à réaliser pour le paysan cette possibilité.

La réponse est toute à leur avantage.

En effet, le domaine sur lequel les paysans ne disposaient avant que d'une partie insuffisante de terre et qui n'était sûrement pas la meilleure, ce domaine est actuellement tout entier à leur disposition. Et avec le domaine, ils rentrent aussi en possession de leur main-d'œuvre, qu'ils ne doivent plus à personne, maintenant qu'avec la dispari-

tion du grand cultivateur ils n'ont plus de paiement à effectuer en travaux agricoles.

Les *obste* ont ainsi donné au paysan non seulement la terre qu'il lui fallait, mais aussi la possibilité qu'il n'avait pas auparavant de se consacrer entièrement à sa petite exploitation.

Et puis, il y a une autre différence encore. Le plus souvent, le grand cultivateur ne donnait au paysan la terre, que pour cultiver une céréale déterminée (1). Celui-ci n'était dès lors guère un petit cultivateur autonome, puisqu'il ne disposait pas du choix des cultures à faire, même sur la partie qu'il cultivait pour son propre compte.

Avec les *obste*, cette restriction n'existe plus. Il y a bien les assolements qui exigent de la part des paysans une culture, moins limitée à certaines variétés, au bénéfice des autres, mais cela n'est pas une restriction au droit d'user de la terre, mais une mesure prise en vue d'obtenir une meilleure culture.

Ainsi, les *obste* donnent au paysan non seulement la possibilité de redevenir effectivement ce

1. Généralement le maïs. Le grand agriculteur se préparait ainsi un bon terrain pour la culture du blé.

petit cultivateur autonome qu'il n'était plus que de nom, mais aussi le moyen de l'être mieux qu'il ne l'avait peut-être jamais été, avec les avantages d'une culture moins spécialisée et meilleure.

Le plus généralement, les lots qu'ils ont sur le domaine des *obste* suffisent aux paysans, et ils n'ont plus besoin d'aller louer de la terre ailleurs.

Mais il arrive parfois que ces lots ne suffisent pas aux paysans, cela surtout quand ils n'ont pu prendre à bail qu'un petit domaine. Ils sont obligés alors d'aller encore chez le grand cultivateur (1) ; mais ayant déjà une partie du terrain dont ils ont besoin, ils seront moins à la merci de celui-ci, et ne pourront, en tous cas, engager leur travail que pour la partie qu'ils viennent lui demander. Ainsi, même dans ce cas, l'*obste* aura beaucoup amélioré la situation du paysan, et aura contribué à rendre son état de petit cultivateur un peu moins illusoire.

D'ailleurs, le plus souvent, les paysans prennent à bail les domaines mêmes sur lesquels ils travaillaient antérieurement, à côté du grand cultivateur. Ils ont ainsi de grandes étendues à leur disposition.

1. Si toutefois les petites propriétés qu'ils possèdent encore ne sont pas le complément suffisant de ces lots.

Dans ces conditions, il ne peut plus être question d'aller encore ailleurs, le domaine permettant même aux paysans des communes voisines de venir s'y établir.

Les *obste* sont ainsi venues prendre la place des grands cultivateurs.

Mais il est à remarquer que ce n'est pas la place de la vraie grande culture, celle qui est faite par les propriétaires eux-mêmes, que les *obste* ont ainsi conquise, mais celle des grands fermiers qui sont plutôt des spéculateurs sans pitié ni pour la terre, ni pour les paysans, et dont on ne peut souhaiter que la disparition (1).

Ainsi les *obste*, outre la possibilité qu'elles donnent aux paysans de redevenir effectivement des petits cultivateurs indépendants, ont encore le grand mérite, celui-là au point de vue général des intérêts de la culture, de supprimer en même temps les grands fermiers.

Et quand elles suppriment les grands fermiers, on peut dire qu'elles suppriment par le même coup les désavantages mêmes du fermage.

1. Si on consulte la statistique, on voit que de 1907 à 1911 l'étendue des terrains cultivés par les grands propriétaires eux-mêmes a passé de 660.090 hectares à 771.344 hectares, tandis que les cultures des grands fermiers sont tombées de 1.187.633 hectares à 1.057.536 hectares (V. *Statistica agricolaa Romaniei pentru anul 1911*, p. 6).

Le grand grief contre le fermage est que le fermier n'est qu'un hôte de passage, qui ne peut ni aimer la terre, ni s'y attacher assez pour tirer d'elle tout le parti possible (1). Il ne pense qu'à l'épuiser, puis à partir. Cela est particulièrement vrai en Roumanie (2).

Voilà un grief qu'on ne peut pas formuler contre les *obste*. En effet, les domaines qu'elles prennent à bail sont ceux-là même sur lesquels vivaient les paysans auparavant et sur lesquels ils vivront toujours. Ils aiment cette terre, ils y sont attachés ! C'est leur vie même, c'est toute leur vie !

Si on ajoute encore que ce qui empêchait les paysans en Roumanie de réaliser chez eux les mêmes cultures que pratiquait la grande propriété,

1. V. Ch. Gide, *Cours d'économie politique*, 1909, p. 543.

2. V. la description qu'en fait pour la Roumanie, M. Busuiocescu, dans son étude sur le domaine de *Moara Grecilor*, p. 32 :

« Nos fermiers, étrangers ou indigènes, gens pour la plupart sans instruction, sans connaissances spéciales pour l'agriculture, recrutés parmi toutes les professions, sans aucune richesse le plus souvent, gagnés à cette occupation beaucoup plus par un désir inassouvi de s'enrichir en peu de temps, que par le besoin de s'assurer une vie modeste et honorable par un travail honnête et continu, s'efforcent d'épuiser la fertilité du sol et d'exploiter le travail du paysan, auquel rien de durable ne les attache. » M. Busuiocescu est inspecteur auprès du Conseil supérieur d'agriculture.

ce n'était le plus souvent que le manque de temps par suite des travaux agricoles interminables qu'ils devaient faire chez le grand cultivateur, on peut vraiment se demander si l'exploitation directe, par les paysans, du domaine où ils vivent, n'est pas, avec les avantages qu'apportent encore à ce point de vue les *obste*, la meilleure manière de cultiver la terre, meilleure que l'exploitation du domaine par le propriétaire lui-même.

Ainsi au point de vue des intérêts de la culture, les *obste* non seulement ne présentent plus les désavantages du fermage, mais rivalisent même avec l'exploitation directe par le propriétaire du domaine.

Voici maintenant quelques données statistiques pour juger du développement qu'ont pris les *obste*, ainsi que de leur importance.

On comptait le 31 août 1911, d'après l'*Annuaire officiel* (1), 378 *obste*, qui avaient pris à bail des domaines d'une étendue totale de 283.381 hectares, payant un fermage global annuel de 9.230.806 fr. et occupant 62.009 cultivateurs (y compris les non-associés). De ces *obste*, 77 ont pris des domaines

1. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1912, p. IX.

d'une étendue de plus de 1.000 hectares (1), et seulement 48 ont des domaines de moins de 100 hectares.

Bien que les *obste* aient une certaine prédilection pour les grands domaines, elles prennent cependant tout ce qui se présente. Comme nous l'avons déjà dit, il n'y a pas, en effet, de domaines, pour la prise à bail desquels les paysans aient refusé de se constituer en *obste*, mais il y a des *obste* qui se forment avant même que le domaine qui fait leur but soit libre, et attendent le moment de le prendre à bail (2).

1. Voici quelques chiffres pour les 12 *obste* dont le fermage annuel dépasse 100.000 francs.

	Associés et cultivateurs	Hectares	Fermage annuel
<i>Magura</i> (Vlasca)....	980	4.175	143.831 fr.
<i>Speranta</i> (Vlasca)...	449	3.200	145.696
<i>Desrobirea</i> (Tutova)..	679	3.293	160.000
<i>St-Mandreanu</i> (Teleorman).....	463	2.790	113.828
<i>Mantuirea</i> (Ilfov)....	158	2.600	100.000
<i>Cucuteni</i> (Iassy)....	814	4.203	134.500
<i>Docolina</i> (Falcu)....	389	2.176	170.000
<i>Maglavit</i> (Dolj)....	800	4.539	280.212
<i>Cuza Voda</i> (Braila)..	500	2.600	115.000
<i>Al. Cuza</i> (Braila)...	313	7.417	168.000
<i>J.C.Bratianu</i> (Braila).	212	6.060	212.000
<i>Buna Vestire</i> (Braila).	253	3.543	140.000

Le nombre relativement petit des associés sur quelques-unes de ces *obste* est dû à leur formation toute récente. On ne pouvait connaître à la date où s'arrête la statistique que leurs membres fondateurs.

2. Nous n'avons pas de statistique pour ces *obste*. L'*Annuaire* ne donne que celles qui ont déjà pris leurs domaines à bail. Mais à juger d'après la marche que suit le mouvement depuis quelques années, elle doivent être assez nombreuses.

Il est intéressant d'étudier les bilans des *obste*.

En effet, quoique leur rôle soit de servir simplement d'intermédiaire entre les paysans et le propriétaire, sans tirer plus de bénéfices qu'il est nécessaire pour couvrir leurs frais généraux, les bilans des *obste* se soldent le plus souvent, le fond de réserve à part, par un excédent des recettes sur les dépenses. Ces excédents de recettes sont parfois même assez considérables.

Voici par exemple quelques-uns des bénéfices les plus importants réalisés jusqu'en 1910 par les *obste*.

	Hectares	Cultivateurs				Bénéfices
<i>Comana</i> (Vlasca).....	2.705	740	dont	379	memb.	45.214 fr.
<i>Magura</i> (Vlasca).....	4.175	980	—	774	—	41.566
<i>Isbanda</i> (Ilfov).....	1.963	511	—	126	—	30.602
<i>Pr. B. Stirbey</i> (Mehe-						
dintzi).....	2.236	584	—	500	—	22.826
* <i>Raducaneni</i> (Faleciu)..	1.976	300	—	90	—	22.659
* <i>Desrobirea</i> (Tutova)..	3.293	679	tous	membres		16.005
* <i>Cucuteni</i> (Jassy).....	4 203	814	dont	256	—	14.972
* <i>Malaesti</i> (Dolj).....	500	114	—	59	—	13.967
<i>Spicu de Griu</i> (Roma-						
natzi).....	450	121	tous	membres		10.752

Sur 274 *obste* qui étaient en exploitation en 1910, 167 avaient ainsi des bénéfices, dont la somme totale s'élevait à 492.760 francs (1).

1. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1912, p. 368-379.

* Les *obste* avec un astérisque ont réalisé ces bénéfices dans l'année 1910 seule.

Quelle est la provenance de ces bénéfices ? D'abord, le prix même qu'on fait payer aux membres par hectare qu'on leur sous-loue est généralement supérieur à ce qu'il devrait être exactement. Ce prix est plus élevé encore quand il s'agit de cultivateurs qui ne sont pas encore membres de l'*obste*. Il se peut aussi que le domaine ait des revenus spéciaux : cabarets, moulins, étangs, etc., qu'on ne déduit pas toujours avant d'établir le prix que doivent payer les membres par hectare. Enfin, on a les intérêts que produisent les sommes ou valeurs déposées par l'*obste* en garantie, lors de la prise à bail du domaine.

Ces bénéfices sont ainsi obtenus au détriment des paysans sous-locataires. En bonne justice, on devrait leur diminuer d'autant le prix qu'on leur fait payer pour la terre.

Il est vrai qu'une partie de ces bénéfices sert pour un fonds d'améliorations, et l'autre, la plus grande généralement, doit passer au fonds de réserve. Ainsi soit sous forme d'améliorations, soit en argent directement, à la fin du bail, quand on partagera le fonds de réserve, les associés rentreront en possession de ces bénéfices.

Mais jusqu'à ce moment, on les fait payer, comme par exemple à l'*obste* de Raducaneni (dép.

de Falciu) des prix qui vont jusqu'à plus de 35 o/o au-dessus de ce qu'ils devraient verser, fonds de réserve et d'administration compris (1).

Sans doute, les bénéfices servent à payer des dépenses faites dans l'intérêt des paysans, mais qui ne sont peut-être pas toujours indispensables, et on peut se demander à juste titre s'il ne serait pas plus avantageux pour le paysan d'avoir la terre à meilleur compte.

Aussi, on ne saurait trop recommander aux *obste* de chercher le moins possible les gros excédents, car on ne les obtient qu'en imposant aux paysans des majorations inutiles de prix.

Heureusement, cette fièvre des excédents qui s'est emparée de quelques-unes des *obste*, n'a jamais menacé de devenir une épidémie. Espérons en outre qu'elle sera passagère.

D'ailleurs la création du fonds de réserve, qui s'élève pour la fin de l'année 1910 à 567.935 francs (2) et qui est constitué par un

1. En effet, l'*obste* de Raducaneni (départ. de Falciu) a obtenu, sur un domaine de 1.976 hectares, un excédent de recettes de 22.659 francs, ce qui fait un peu plus de 35 o/o de son fermage annuel qui est de 60.600 francs. Et cela sans compter ni le fonds de réserve, ni celui d'administration, qui s'élèvent encore à environ 15 o/o. Soit une majoration de plus de 50 o/o sur son fermage annuel qu'ont dû payer les paysans en 1910 !

2. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1912, p. IX. Ce fonds de réserve n'a été perçu que dans 214 *obste* sur 274 qui étaient en exploitation à cette date.

versement égal à 5 0/0 du prix de fermage annuel, suffit raisonnablement, et tient le juste milieu entre l'esprit de prévoyance, et le souci d'un prix minimum à imposer aux paysans.

A un autre point de vue, il serait intéressant de connaître les résultats obtenus par les paysans eux-mêmes sur leurs lots, et surtout d'avoir des bilans pour une série d'années, avant et après l'entrée des paysans dans les *obste*, pour pouvoir établir des moyennes et les comparer.

C'est ce que nous n'avons pas. Les paysans, en Roumanie comme ailleurs, n'ont pas l'habitude de tenir une comptabilité régulière pour leurs exploitations.

Tout ce que nous possédons à ce point de vue, ce sont les résultats obtenus par les paysans dans l'année agricole 1910-1911 sur les domaines de l'Académie roumaine, qui leur ont été loués, individuellement, dans des conditions semblables, au point de vue du payement et des cultures, à celle des *obste*.

Les voici (1) :

1. D'après D. Busuiocescu, *Sistemele de arendare aplicate pe mosiile Academiei*, p. 80. Les frais généraux d'administration sont supportés par l'Académie.

L'étendue cultivable seule est comptée.

DOMAINES	Hectares	Paysans	Moyenne par paysan	Par hectare			BÉNÉFICE du paysan par hectare			BÉNÉFICE par paysan		
				Bénéfice brut	Depenses	Bénéfice net	Valeur de son travail	Val. du prod. récolté	Total	Valeur de son travail	Val. du prod. récolté	Total
				H.a.	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei	Lei
1. Magurele . . .	358	188	1,90	367	198	169	88	169	257	167	321	488
2. Rosiori . . .	435	221	2,00	153	102	51	51	51	102	101	101	202
3. Olteni. . . .	874	287	3,10	231	121	110	65	110	175	202	341	543
4. Moara Grecilor	1.065	629	1,70	150	117	33	71	33	104	121	56	177
5. Tiganesti . .	2.342	787	2,98	207	119	88	62	88	150	185	262	447
6. Calmatzuu . .	1.504	523	2,88	251	115	139	66	139	205	190	400	590
Total ou moyennes	6.578	2.635	2,50	217	121	96	65	96	161	162	240	402

Ce sont là de très bons résultats.

Sur les *obste*, les lots que possèdent les paysans sont beaucoup plus grands. Les moyennes que nous avons données par départements (1) sont, dans leur grande majorité, supérieures à la moyenne de 2 Ha. 5 que nous trouvons sur les domaines de l'Académie. Ainsi le bénéfice, par paysan, doit être, lui aussi, supérieur.

Mais, comme nous n'avons des résultats précis

1. Voir le tableau de la p. 93.

que pour les six domaines de l'Académie, et cela encore pour une seule année, ce qui est tout à fait insuffisant, nous ne pouvons tirer aucune conclusion certaine à ce point de vue.

Quant au prix auquel revient la terre aux paysans sur les *obste*, sans compter le fond de réserve, mais avec les impôts, les intérêts et les frais généraux d'administration, il est en moyenne pour les 274 *obste*, qui étaient en exploitation le 31 déc. 1910, de 39 fr. 63 par hectare (dont 32 fr. 27 pour le fermage et 7 fr. 36 pour les accessoires) (1).

Il est intéressant de rappeler que, d'après l'enquête de 1907 (2) du ministère de l'Intérieur, l'hectare revenait aux paysans à 51 fr. 33 en moyenne (3), quand on le leur donnait pour cultiver le blé, et à 61 fr. 43 quand c'était pour le maïs.

Outre leurs résultats matériels, les *obste* ont encore le grand avantage pour les paysans de faire leur éducation économique.

Si les Caisses rurales avaient beaucoup contribué à développer chez les paysans l'esprit d'association et à leur donner confiance en leur propre force, elles n'avaient pourtant fait qu'améliorer

1. V. *Anuarul Bancilor populare*, etc., 1912, p. 405.

2. V. C. D. Creanga, *Inoelile agricole in Romania*, p. 27.

3. Payable soit en argent, soit en produits, soit en travaux agricoles, etc.

leur situation, dans les relations économiques existantes, de dépendance vis-à-vis du grand cultivateur. Les *obste* viennent changer ces relations économiques mêmes ; elles sont, comme dit M. Gherea dans son étude *Neoiobagia*, un dissolvant des relations de production existantes (1).

Elles émancipent en quelque sorte les paysans, et du fait même de cette émancipation, les obligent à s'occuper, à organiser eux-mêmes cette production à laquelle ils ne prenaient part avant que passivement, sans possibilité d'initiative, sans aucune liberté de mouvement.

Mais les paysans ne sont pas seuls à profiter des résultats des *obste*.

Le propriétaire du domaine, lui aussi, a des avantages et notamment au point de vue du prix qu'il peut obtenir pour son domaine.

En effet, les paysans offrent toujours des prix supérieurs à ceux que pouvaient offrir les grands fermiers. Et cela est compréhensible. Les paysans travaillent eux-mêmes, ils n'ont que très peu de dépenses personnelles ; et puis ils se contentent d'un plus petit bénéfice.

D'autre part, au point de vue du paiement, les *obste* présentent au moins autant de garanties que

1. C. Dobrogeanu Gherea, *Neoiobagia*, 1910, p. 310.

pouvaient en présenter les grands fermiers. Car, pour les uns comme pour les autres, la grande ressource est la récolte. Et alors il vaut encore mieux avoir affaire à plusieurs qu'à un seul, surtout quand ils sont solidairement responsables,

LE PROPRIÉTAIRE	OBSTE	o/o	HECTARES	o/o	FERMAGE ANNUEL EN LEI (FRCS)	o/o
Particuliers	144	38 ²⁰ / ₁₀₀	96392	34 ³⁰ / ₁₀₀	3.741.967,20	40 ⁶⁰ / ₁₀₀
Etat Départements Communes	107	28 ⁵⁰ / ₁₀₀	70022	24 ⁵⁰ / ₁₀₀	1.678.270,33	18 ²⁰ / ₁₀₀
Eglises Hôpitaux Diverses institu- tions	127	33 ³⁰ / ₁₀₀	116967	41 ²⁰ / ₁₀₀	3.810.569,30	41 ²⁰ / ₁₀₀
Total.....	378	100	283381	100	9.230.806,83	100

D'après l'*Anuarul Bancilor populare, etc.*, 1912, p. IX.

d'autant plus que les formalités à remplir pour les poursuivre sont très simples.

D'ailleurs les *obste* ont été très exactes à payer leur fermage. De 5.230.874 francs de fermage qu'elles devaient en 1910, elles avaient payé à la fin de l'année 4.835.406 francs. La différence de 396.468 francs représentait la partie du fermage payable au printemps (1).

1. V. *Anuarul Bancilor populare, etc.*, 1912, p. IX.

Aussi les *obste* ont-elles gagné peu à peu la confiance des propriétaires, qui, au début, étaient assez méfiants, mais qui commencent maintenant à les préférer aux autres concurrents, et actuellement, plus d'un tiers des domaines pris à bail par les *obste* appartiennent ainsi à des particuliers (1).

1. Le tableau de la page précédente fera mieux juger quelle était, d'après l'*Annuaire officiel*, la situation le 31 août 1911.

CRITIQUES ET CONCLUSION

On a formulé contre les *obste* des critiques, dont quelques-unes, au moins, seraient assez sérieuses si elles étaient vraiment fondées.

Tout d'abord, on a dit qu'une petite minorité, celle qui aura la direction, la bourgeoisie paysanne, comme l'appelle M. Gherea (1), profitera de sa situation pour exploiter les paysans et sera ainsi, à peu près seule, à bénéficier des avantages que présentent les *obste*.

C'est beaucoup exagérer.

On a trouvé, il est vrai, dans la direction de certaines *obste*, des abus assez regrettables qui allaient jusqu'à des irrégularités dans la gestion financière. Parfois encore tel mandataire se faisait élire tout seul, et puis disposait du domaine comme il voulait au profit de ceux qui avaient su le bien disposer en leur faveur.

1. C. Dobrogeanu Gherea, *Neoiobagia*, 1910, p. 306.

Mais ce sont là des irrégularités et des abus qu'on a eu vite fait de découvrir.

En outre, cela pouvait se passer au début, quand il n'y avait pour ainsi dire aucun contrôle et quand les paysans, encore sous l'impression du régime dont ils sortaient à peine, n'étaient habitués qu'à s'incliner et à tout accepter passivement.

Maintenant le contrôle de la Caisse centrale est très sévère. D'autre part, les paysans eux-mêmes s'habituent de plus en plus au mécanisme des *obste*, et leur conduite est beaucoup moins passive qu'auparavant. Les agronomes enfin, dont l'emploi est à peu près général maintenant, ont sensiblement déplacé le centre de gravité des *obste*.

Dans ces conditions, on ne voit vraiment pas comment la « bourgeoisie paysanne » pourrait encore abuser d'une situation qu'elle n'a même plus.

On a encore dit que les *obste* présentent le désavantage d'habituer les paysans à croire qu'ils ont un droit exclusif à prendre à bail les domaines.

Nous avons vu en effet quelles étaient les relations entre les paysans et la terre dans le passé, quels droits avaient les paysans sur cette terre. Nous avons insisté aussi sur l'analogie que présentent les *obste* avec ce passé. Eh bien ! disent

ces critiques, maintenant comme alors, les paysans ne tarderont pas à croire qu'ils ont un droit sur le domaine, non plus de propriété cette fois-ci, mais de prise à bail ; et alors, ajoute-t-on, une fois sur le domaine, ils ne voudront plus partir, ou en tout cas il ne sera pas facile de les faire partir. Cela pèsera sur le domaine, qui sera ainsi comme grevé d'une servitude. Sa valeur vénale en souffrira.

Le résultat sera que, dans ces conditions, les propriétaires ne voudront pas louer leurs domaines aux paysans.

Il y a du vrai dans cette critique. En effet, il sera très difficile à un propriétaire qui voudrait exploiter lui-même son domaine, de le reprendre après l'avoir longtemps loué aux paysans. Et ainsi on condamne les absentéistes à ne jamais cultiver leur domaines.

Quant à la diminution de la valeur vénale du domaine, il est assez difficile de se prononcer. En effet, d'un côté, comme les paysans paient très bien, le prix du fermage augmentera, ce qui n'est pas pour amoindrir la valeur vénale du domaine ; mais, d'un autre côté, le domaine sera quelque peu déprécié au point de vue d'un acheteur grand cultivateur, qui pourra peut-être offrir un meilleur prix.

D'ailleurs toutes ces considérations ne troublent pas beaucoup les grands propriétaires absenteïstes, un domaine pour eux n'ayant d'autre valeur que celle du fermage qu'il peut produire.

Ainsi cette deuxième critique, quoiqu'assez juste dans ses prémisses, n'est pas vraie dans ses conclusions, car les grands propriétaires absenteïstes, attirés par les gros prix, loueront toujours leurs domaines aux *obste*.

La statistique est d'ailleurs, comme nous l'avons déjà vu, dans le même sens.

Une autre critique qu'on a fait aux *obste* est que les avantages qu'elles procurent aux paysans ne dureront que très peu de temps. On a même dit : jusqu'à la fin du premier bail (1). Car le propriétaire profitant du fait que les paysans ne peuvent pas aller ailleurs, leur imposera un « prix de monopole » qu'ils seront forcés de payer.

Ainsi le seul résultat des *obste* aura été, dit-on, de transformer en revenu de la terre, le profit de l'intermédiaire disparu. Quant aux paysans, ils seront dans la même situation qu'avant d'entrer dans les *obste*.

Cette critique nous paraît excessive. En effet, si les paysans ont le désavantage de ne pas pouvoir

1. V. C. Dobrogeanu Gherea, *op. cit.*, p. 308.

aller ailleurs, ils ont d'autre part l'avantage de n'avoir aucun concurrent sérieux. Les autres *obste*, qui seules pourraient offrir des prix de concurrence, seront retenues pour les mêmes raisons, chacune sur son domaine.

D'autre part, il ne faut pas confondre la situation des *obste*, en Roumanie, avec celle des petits fermiers de la Kabylie par exemple ou de l'Irlande. D'abord les rapports entre l'offre et la demande sont en Roumanie moins à l'avantage de la propriété ; ensuite la situation de l'*obste*, qui est une force traitant d'égal à égal avec le propriétaire est toute autre que celle des petits fermiers Irlandais ou Kabyles, isolés et impuissants.

Les *obste* sont ainsi loin d'être à la merci du propriétaire. Celui-ci bénéficiera sans doute, lui aussi, d'une partie du profit de l'intermédiaire disparu, mais ce ne sera que dans une mesure raisonnable et qui ne dépendra pas que de lui.

On a dit enfin que, dans les *obste*, les paysans devant payer la terre en argent, supportent ainsi les risques des mauvaises années, ce qui n'arrivait pas avant, quand ils payaient la terre en travaux agricoles.

Cette critique aurait eu quelque fondement si les *obste* étaient venues remplacer un vrai système de métayage. Mais, comme nous l'avons vu, les

paysans étaient loin d'être ce qu'on peut appeler des métayers. Ils devaient des travaux et encore des travaux au grand cultivateur, qui leur donnait la terre justement pour pouvoir profiter de leur travail.

Ainsi les paysans payaient l'avantage de ne pas supporter les risques des mauvaises années, par des travaux, qui, tout en les empêchant de faire une bonne culture chez eux, permettaient au grand cultivateur de supporter, lui, facilement et avec de gros bénéfices, tous ces risques.

Maintenant, le grand cultivateur ayant disparu, ce sont les paysans eux-mêmes qui supporteront ces risques facilement et avec les mêmes bénéfices.

En résumé, les critiques qu'on a formulées contre les *obste* ne sont pas de nature à compromettre leurs résultats, ni à arrêter leur développement.

Il y a encore, certes, des perfectionnements à apporter à l'organisation des *obste*. Nous avons nous-même fait des réserves à ce point de vue.

Des lois sont venues, l'une après l'autre, apporter des modifications au régime des *obste*, mais cela non pas parce qu'elles se mouraient, mais parce que leur vie était trop débordante.

Telles qu'elles sont maintenant, les *obste* marquent un grand changement dans la vie agricole

roumaine. Elles procurent en effet, au paysan, par la disparition du fermier intermédiaire, la possibilité de redevenir un petit cultivateur autonome, bénéficiant à la fois des avantages de la petite et de la grande culture, et elles émancipent, en même temps, la classe de travailleurs la plus nombreuse et la plus productive de la Roumanie.

Vu : le Président de la thèse,

HITIER

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — Avant-propos.....	5
II. — La Terre et les paysans.....	15
III. — Origines et lois.....	35
IV. — Fonctionnement.....	59
V. — Résultats et données statistiques.....	95
VI. — Critiques et conclusion....	111

